

Cahier des clauses administratives particulières

**ACCORD-CADRE RELATIF AUX PRESTATIONS DE
TIERCE MAINTENANCE APPLICATIVE DU PORTAIL AIDA**

CCAP AC26TMAIDA

Table des matières

PREAMBULE	6
Article 1. DEFINITIONS.....	7
Article 2. OBJET DU MARCHE	10
2.1. Objet	10
2.2. Allotissement.....	10
2.3. Forme de l'accord-cadre	10
2.3.1. Mode d'exécution	11
Article 3. DOCUMENTS CONTRACTUELS	11
3.1. Documents contractuels de l'accord cadre	11
3.2. Exhaustivité de la liste des pièces contractuelles.....	12
3.3. Pièces à remettre au Titulaire	12
Article 4. DUREE DE L'ACCORD-CADRE	13
4.1. Cadre général et dates.....	13
4.2. Date de démarrage du marché :.....	13
4.3. Forme de communication	13
Article 5. EXECUTION DU MARCHE	13
5.1. Phase de Transition	14
5.2. Phase de service régulier	16
5.3. Réversibilité	16
Article 6. OBLIGATIONS DES PARTIES.....	17
6.1. Obligations communes	17
6.2. Obligations de l'Ineris	17
6.3. Obligations du Titulaire	18
6.3.1. Obligations de résultats	18
6.3.2. Obligation de continuité des prestations	20
6.4. Obligations de conseil et de mise en garde.....	20
Article 7. MAITRISE D'ŒUVRE DES SERVICES	22
Article 8. QUALITE DE SERVICE	23
8.1. Plan d'Assurance Qualité	23
8.2. Convention de Services.....	24
8.3. Niveaux de Services	24
8.4. Garantie de Fonctionnement	25
8.5. Obligation de Sécurité	25
8.5.1. Principes.....	25
8.5.2. Devoir d'alerte sécurité.....	26

8.5.3.	Protection des données informatiques	26
8.5.4.	Protection des données personnelles	27
8.5.5.	Contrôle et gestion des autorisations d'accès logique	28
8.5.6.	Sécurité des Réseaux	30
8.5.7.	Conditions d'accès aux Applications et aux données	30
8.5.8.	Sauvegarde et restauration des données	30
Article 9.	PENALITES	31
Article 10.	EVOLUTIONS – CLAUSE DE REEXAMEN.....	33
10.1.	Dispositions générales	33
10.2.	Evolutions à l'initiative du Titulaire	33
10.3.	Évolutions à l'initiative de l'Ineris.....	34
10.4.	Evolution pour circonstances exceptionnelles	34
10.5.	Changement lié au statut du Titulaire	35
10.6.	Changement de personnalité morale du Titulaire en cours d'exécution.....	35
Article 11.	PILOTAGE	36
11.1.	Les principaux interlocuteurs	36
11.2.	Comité de pilotage.....	37
11.3.	Comités opérationnels.....	38
Article 12.	AUDIT	39
Article 13.	CONDITIONS ECONOMIQUES ET FINANCIERES	40
13.1.	Forme et contenu des prix.....	41
13.1.1.	Les prestations à chiffrer de manière forfaitaire	41
13.2.	Révision des prix	41
13.2.1.	Indice(s) utilisé(s) :	42
13.2.2.	Modalités de révision des prix :	42
13.2.3.	Clause butoir	42
13.3.	Remise exceptionnelle.....	42
Article 14.	MODALITES DE REGLEMENT	42
14.1.	Financement	42
14.2.	Avances.....	43
14.3.	Acomptes	43
14.4.	Echéancier de paiement	43
14.4.1.	Point de départ du délai global de paiement	43
14.5.	Présentation des demandes de paiement.....	44
14.5.1.	Répartition des paiements en cas de co-traitance	44
14.5.2.	Répartition des paiements en cas de sous-traitance.....	44
14.5.3.	Modalités de paiement direct des sous-traitants.....	44

14.5.4.	Cession de créance.....	45
14.5.5.	Intérêts moratoires	45
Article 15.	SOUS-TRAITANCE	45
Article 16.	CONCLUSION DES MARCHES SUBSEQUENTS.....	46
16.1.	Pièces contractuelles	46
16.2.	Durée	46
16.3.	Forme des marchés subséquents	46
16.4.	Montant	47
16.5.	Prix	47
16.6.	Modalités de passation.....	47
16.7.	Invitation à soumissionner	47
16.8.	Remise des offres.....	47
16.9.	Signature	48
16.10.	Délais d'exécution.....	48
Article 17.	PARTIE EXECUTEE A BONS DE COMMANDE	48
Article 18.	OPERATION DE VERIFICATION	48
18.1.	Mise en ordre de marche MOM	49
18.2.	Vérification d'aptitude VA	49
18.3.	Vérification de Service Régulier VSR.....	49
Article 19.	ADMISSION, AJOURNEMENT, REFACTION ET REJET	49
19.1.	Garantie	50
Article 20.	REVERSIBILITE	50
20.1.	Devoir de réversibilité	51
20.1.1.	Garantie de réversibilité	51
20.1.2.	Tests de réversibilité	Erreur ! Signet non défini.
20.2.	Principes Généraux de la réversibilité	51
20.3.	Plan de Réversibilité	52
20.4.	Assistance technique à l'issue de la Phase de Réversibilité	54
20.5.	Conditions Financières de la Réversibilité	54
20.6.	Destruction des données.....	55
Article 21.	CONFIDENTIALITE.....	55
Article 22.	DONNÉES A CARACTÈRE PERSONNEL	57
Article 23.	PROPRIETE INTELLECTUELLE	59
Article 24.	FORCE MAJEURE	59
Article 25.	RESPONSABILITE	60
Article 26.	ASSURANCES	61
Article 27.	LIEU D'EXECUTION	62

Article 28.	RESILIATION	62
28.1.	Résiliation pour Manquement.....	62
28.2.	Résiliation en cas de non-validation de la Phase de Transition	63
28.3.	Résiliation en cas de non atteinte des Niveaux de Services.....	63
28.4.	Résiliation anticipée suite à un cas de force majeure	64
28.5.	Résiliation pour motif d'intérêt général	64
Article 29.	CESSION.....	64
Article 30.	DISPOSITIONS GENERALES	64
30.1.	Indépendance des Parties	64
30.2.	Références commerciales.....	64
30.3.	Autonomie des stipulations contractuelles.....	64
30.4.	Langue.....	65
30.5.	Renonciation.....	65
Article 31.	POSSIBILITES DE RECOURIR A UN AUTRE OPERATEUR ECONOMIQUE QUE LE TITULAIRE DU MARCHE.....	65
Article 32.	REGLEMENT DES DIFFERENDS	65
Article 33.	LUTTE CONTRE LA CORRUPTION	66
Article 34.	DEROGATIONS AU CCAG-TIC	66

PREAMBULE

En acceptant la réalisation des Prestations objet du Marché confiées à ses soins par l'Ineris, le Titulaire s'engage à :

- a. fournir les Prestations, dans les délais contractuels, le respect des prix convenu au Marché et en conformité avec les besoins exprimés par l'Ineris dans les documents du Marché, notamment en termes, de sécurité, de performance, de fiabilité, de disponibilité des Prestations dans le respect des engagements pris au titre du Marché ;
- b. garantir l'atteinte des Niveaux de services arrêtés au Marché ;
- c. assurer une qualité de service et une réactivité adaptées aux besoins identifiés de l'Ineris ;
- d. améliorer la qualité par des actions préventives et récurrentes ;
- e. maîtriser les coûts, notamment lors des évolutions de périmètre en forfaitisant certaines activités et services ;
- f. garantir la pérennité et l'actualisation des compétences nécessaires à la bonne gestion du périmètre et de ses évolutions ;
- g. disposer de l'organisation, des moyens matériels et humains pour mener à bonne fin et à son terme la réalisation des Prestations objet du présent Marché ;
- h. suivre les évolutions technologiques en lien avec la Prestation ;
- i. s'assurer de la réversibilité des Prestations, quel que soit le moment où la réversibilité sera déclenchée conformément aux termes du Marché ;
- j. assurer son devoir de conseil permettant de proposer des solutions techniques et organisationnelles adaptées, ainsi que de réaliser des économies financières.

Le Titulaire, professionnel de la tierce maintenance applicative (TMA), déclare ainsi être à même de prendre la responsabilité de l'ensemble des Prestations, telles que définies dans le présent Marché, en garantissant à l'Ineris une maîtrise de ses coûts et une amélioration des Niveaux de Services.

Le Titulaire en répondant au présent Marché reconnaît le caractère stratégique du bon fonctionnement du site AIDA pour l'Ineris et les graves conséquences qu'entraînerait une mauvaise qualité des Prestations réalisées. Il reconnaît également le caractère sensible et critique des données auxquelles il aura accès dans le cadre des Prestations.

Les objectifs de la tierce maintenance applicative sont notamment :

- D'adapter au plus juste la TMA aux besoins de l'Ineris ;
- D'optimiser les développements (anomalies, évolutions) ;
- De faciliter les mises en exploitation des corrections/évolutions ;
- De piloter précisément les différentes actions liées à la TMA.

Les parties conviennent de coopérer étroitement dans le cadre de l'exécution de leurs obligations respectives.

C'est au regard de ces déclarations que l'Ineris et le Titulaire ont décidé de contracter dans les conditions ci-après.

Article 1. DEFINITIONS

Au sens du présent document :

1. Ineris désigne le « Pouvoir Adjudicateur » Institut National de l'Environnement industriels et des RISques, Etablissement Public à caractère Industriel et Commercial Immatriculé au Registre du Commerce et des Sociétés de Nanterre sous le numéro 381 984 921 00019 et dont le siège social est sis Parc Technologique Alata 60550 Verneuil en Halatte.
2. Le terme « Acte d'engagement » désigne l'acte d'engagement du Marché signé par le Titulaire et l'Ineris.
3. Le terme « Anomalie » désigne tout bogue, erreur, panne, dysfonctionnement, incident, blocage, défaut de conception ou de réalisation, incompatibilité, insuffisance et/ou dégradation des performances du site AIDA et plus généralement toute non-conformité par rapport à la Documentation et au Référentiel du site, affectant tout ou partie du portail et empêchant l'utilisation et/ou l'exploitation normale de tout ou partie du site AIDA. Il existe trois catégories d'Anomalie : les Anomalies bloquantes, les Anomalies majeures et les Anomalies mineures.
4. Le terme « Anomalie(s) bloquante(s) » désigne toute(s) Anomalie(s) qui rend impossible de manière permanente ou répétitive l'Utilisation et/ou l'exploitation de tout ou partie du site AIDA sur ses fonctionnalités essentielles (c'est à dire affectant l'utilisation quotidienne du portail) ou qui génère sur ces fonctionnalités des Résultats de traitement de l'information qui sont erronés ou une perte de données.
5. Le terme « Anomalie(s) majeure(s) » désigne toute Anomalie(s) qui altère une fonctionnalité du portail sans toutefois empêcher la réalisation de fonctionnalités essentielles de celui-ci, ni générer sur ces fonctionnalités des données erronées ou une perte de données et qui soit :
 - ✓ ralentit de façon significative le processus de traitement de l'information ; ou impose des contraintes significatives pour les Utilisateurs ; ou
 - ✓ qui rend impossible de manière permanente ou répétitive l'Utilisation et/ou l'exploitation d'une fonctionnalité secondaire du portail (c'est à dire n'affectant pas l'Utilisation quotidienne de celui-ci).
6. Le terme « Anomalie(s) mineure(s) » désigne toute Anomalie qui bien que n'empêchant pas l'exploitation d'une ou plusieurs fonctionnalités du portail et ne dégradant pas une ou plusieurs fonctionnalités de celui-ci de manière significative conduit à une Utilisation de ladite Application non conforme à la Documentation et/ou au Référentiel d'infrastructure.
7. Le terme « Cahier des Clauses Administratives Générales des marchés publics de techniques de l'informations et de la communication » ou « CCAG-TIC » désigne le cahier des clauses administratives générales des marchés publics de techniques de l'informations et de la communication tel qu'arrêté par l'Arrêté du 30 mars 2021 s'appliquant au présent Marché sous réserve des dérogations et/ou ajustements prévus au CCAP.
8. Le terme « Cahier des Clauses Administratives Particulières » ou « CCAP » désigne le présent document fixant les clauses administratives particulières propres au Marché en complément et/ou en dérogation au CCAG-TIC.
9. Le terme « Cahier des Clauses Techniques Particulières » ou « CCTP » désigne le cahier des charges du Marché, partie intégrante des documents contractuels du Marché, décrivant le détail des Prestations attendues au titre du Marché. Ce document tient lieu de cahier des clauses techniques particulières (« CCTP ») au sens du CCAG-TIC.

10. Le terme « Calendrier » désigne l'ensemble des délais relatifs à la réalisation du Service tels que mentionnés au Marché.
11. Le terme « Comité de pilotage » désigne l'instance de suivi des Prestations décrite plus précisément à l'article 11.2 du CCAP.
12. Le terme « Marché » désigne le marché intitulé « TMA AIDA » que le Titulaire accepte de réaliser pour le compte de l'Ineris, conformément aux stipulations de l'ensemble des documents contractuels figurant à l'Article 3 ci-dessous.
13. Le terme « Convention de Services » désigne le document contractuel précisant les obligations du Titulaire en ce qui concerne les Services à fournir dans le cas où les Parties conviendraient que ces précisions s'avèrent nécessaires à l'exécution des Services. Le cas échéant, ce document détaille notamment le périmètre de Services, le Niveau de Services des Prestations attendu, les indicateurs de suivi des Prestations et les indicateurs pénalisables au titre du mécanisme de pénalité figurant à l'Article 9 ci-dessous, étant toutefois convenu que ces éléments ne pourront en aucun cas être moins favorables à l'Ineris que ceux stipulés dans les documents prévalant sur cette Convention de Service au sens de l'article 3 ci-dessous.
14. Le terme « Documentation » désigne la documentation décrivant le mode d'emploi et les spécifications techniques d'une Application, incluant le manuel d'utilisation. La Documentation est propriété de l'Ineris, et peut être sur support papier et/ou informatique. La Documentation doit être maintenue à jour par le Titulaire, en tenant compte des différentes Prestations réalisées dans le cadre du Marché. La Documentation doit être établie en français.
15. Les termes « DPGF » ou « BPU » désignent le même document à savoir la Décomposition des Prix Globale et Forfaitaire, étant convenu que ce document dans sa version contractuel engageante est annexé à l'Acte d'Engagement et a été préparé sur la base du fichier BPU transmis dans le dossier de consultation.
16. Le terme « Evolution » désigne toute opération qui se traduit par une modification du périmètre d'exercice des Prestations, des Prestations elles-mêmes ou des Niveaux de Services.
17. Le terme « Livrable » désigne tout support informatique, papier ou électronique (documentation, scripts, programmes) que le Titulaire sera amené à réaliser et/ou à remettre à l'Ineris en exécution du Marché.
18. Le terme « Niveaux de Services » désigne, pour un Service défini, la valeur mesurable d'un indicateur représentatif. Les Niveaux de Services sont définis dans le présent document, dans le CCTP, dans l'Offre du Titulaire ou, le cas échéant, dans la Convention de Services une fois celle-ci co-signée des deux Parties. L'engagement du Titulaire sur les Niveaux de services est un engagement de résultat dont le respect est vérifié par rapport aux valeurs cibles convenues par les deux Parties dans les documents contractuels.
19. Le terme « Offre » désigne l'offre finale du Titulaire identifiée dans l'Acte d'engagement transmise par le Titulaire à l'Ineris dans le cadre de la consultation visée en préambule et constituant son offre technique et commerciale en réponse au CCTP de l'Ineris. Le Titulaire, en sa qualité de professionnel de la tierce maintenance applicative, est seul responsable de l'adéquation de son Offre aux exigences de l'Ineris telles qu'exprimées dans son CCTP.
20. Le terme « Phase » désigne chaque étape du déroulement de l'exécution du Marché. Le Marché est découpé en quatre (3) Phases distinctes :
 - La Phase de Transition/Initialisation (également appelée Phase de Prise en Charge ou PEC) ;
 - La Phase de Service Régulier ;
 - La Phase de Réversibilité.

21. Le terme « Plan d'Assurance Qualité » ou « PAQ » désigne le document contractuel décrivant avec précision par Service, l'organisation, les moyens, les solutions techniques et les modes opératoires du Titulaire pour délivrer le Service attendu par l'Ineris dans le respect des Niveaux de Services fixés par l'Ineris. Il a pour objectif de définir un système qualité spécifique à l'Ineris.
22. Le terme « Plan d'Assurance Sécurité » désigne le document contractuel décrivant avec précision l'ensemble des dispositions spécifiques que le Titulaire s'engage à mettre en œuvre pour garantir le respect des exigences de sécurité de l'Ineris. Ce plan contient *a minima* les informations visées au CCTP.
23. Le terme « Plan de Prise en Charge » désigne le document décrivant avec précision l'ensemble des moyens et l'organisation du Titulaire pour prendre en charge la Prestation pendant la Phase de Prise en Charge. Ce plan figure en Annexe de l'Offre du Titulaire.
24. Le terme « Plan de Réversibilité » désigne le document contractuel décrivant avec précision l'ensemble des modalités opérationnelles de la Phase de Réversibilité. Ce plan contient *a minima* les informations visées au CCTP.
25. Le terme « Prestation » désigne l'ensemble des prestations, fournitures ou services assurés par le Titulaire tels que décrits dans le Marché.
26. Le terme « Recette » désigne la procédure de validation de Livrables qui est conclue par une décision expresse de l'Ineris constatant la conformité d'un Livrable aux spécifications contractuelles correspondantes.
27. Le terme « Référentiel de l'infrastructure » désigne tout serveur d'hébergement de l'architecture applicative et éventuellement des bases de données.
28. Le terme « Référentiel Documentaire de Réversibilité » désigne l'ensemble des documents techniques et opérationnels, initialisé lors de la phase de Transition et enrichi tout au long de la vie du Marché, permettant au Titulaire :
- d'opérer les Services attendus conformément aux exigences de Niveaux de Services,
 - de restituer à l'Ineris tout ou partie des Services confiés au Titulaire.
29. Le terme « Résultats » désigne l'ensemble des informations obtenues après traitement d'un élément par une Application.
30. Le terme « Service » désigne l'ensemble des services d'infogérances à assurer par le Titulaire au titre du Marché au bénéfice de l'Ineris tels que définis au CCTP, complété, précisé par la Convention de Services le cas échéant.
31. Le terme « Système d'Information » ou « SI » désigne l'ensemble des composants du système d'information de l'Ineris.
32. Le terme « TMA » désigne l'ensemble des Services fournis par le Titulaire sur le site AIDA tels que décrits dans le Marché, comprenant notamment des Prestations de tierce maintenance applicative et de pilotage décrites dans les documents contractuels et, le cas échéant, la Convention de Services, une fois celle-ci validée, et les Prestations liées à la réversibilité.
33. Le terme « UO » désigne une Unité d'œuvre. A chaque Service est affecté une Unité d'œuvre. Chaque Unité d'œuvre est valorisée en Euros.
34. Le terme « Utilisateur » désigne toute personne autorisée par l'Ineris à utiliser tout ou partie du portail.
35. Les termes « Utilisation » ou « Utiliser » désigne le fait pour un Utilisateur d'exploiter pour traitement, conformément à la Documentation, une partie ou la totalité des instructions ou des données composant le portail.

Article 2. OBJET DU MARCHÉ

2.1. Objet

Le présent CCAP a pour objet d'arrêter, en complément et/ou en dérogation des dispositions du CCAG-TIC, les termes et conditions dans lesquels le Titulaire, en sa qualité de professionnel de la tierce maintenance applicative, s'engage à fournir les Prestations à l'Ineris en contrepartie du paiement par l'Ineris du prix du Marché.

Dans le cadre des Prestations lui étant confiées le Titulaire s'engage à assurer la maîtrise d'œuvre de la mise en place des Services et Prestations définis au Marché sur l'ensemble du périmètre de Services (le périmètre initial de la réalisation des Prestations est défini dans le CCTP, étant précisé que ce périmètre technique est amené à évoluer d'ici la notification du Marché et tout au long de son exécution et qu'il sera en conséquence repris et actualisé puis au cours du Marché dans la Convention de Services en fonction des Evolutions apportées aux Prestations conformément aux dispositions de Article 10 et enfin leur réversibilité à la demande de l'Ineris.

Le Titulaire s'engage à apporter son expertise, et, à ce titre, le Titulaire reconnaît être tenu d'un devoir de conseil et d'alerte vis-à-vis de l'Ineris lorsqu'il anticipe des difficultés dans le cadre de la mise en œuvre, ou de l'exécution, des Prestations.

Le Titulaire s'engage sur la base d'une obligation de résultat quant à l'atteinte et au maintien a minima des Niveaux de Services contractuels, à la conformité des Livrables fournis aux documents contractuels, au respect du Calendrier et au respect de l'ensemble des délais contractuels.

Le Titulaire s'engage à réaliser les Services et Prestations selon les spécifications visées dans le Marché.

Le Titulaire, au titre de sa maîtrise d'œuvre sur les Services et Prestations objet des présentes, est seul responsable des moyens et ressources qu'il doit mettre en œuvre pour atteindre les objectifs contractuels et notamment les Niveaux de Services (hors moyens mis à disposition par l'Ineris). S'agissant des moyens mis à disposition par l'Ineris, le Titulaire conserve toutefois la responsabilité de leur intégration et doit fournir les conseils et mises en garde relatifs à ces derniers.

Des prestations complémentaires pourront également être réalisées par le Titulaire en cours d'exécution du Marché, selon des modalités de réalisation et de facturation définies au Marché.

Le Titulaire s'engage sur sa capacité à prendre en charge l'évolution, en plus ou en moins, dans le temps du périmètre du Marché conformément aux dispositions de Article 10 ci-dessous

2.2. Allotissement

Conformément à l'article L2113-11 du code de la commande publique, l'Ineris décide de ne pas allouer cet accord-cadre car « la dévolution en lots séparés [...] risque de rendre techniquement difficile l'exécution des prestations ».

2.3. Forme de l'accord-cadre

Le présent accord-cadre est mono-attributaire marché et passé selon une procédure formalisée d'appel d'offres ouvert et exécuté en application de l'article R.2162-3, en partie par l'émission de bons de commande dans les conditions fixées aux articles R. 2162-13 et R. 2162-14. et en partie par la conclusion de marchés subséquents dans les conditions fixées aux articles R.2162-7 à R.2162-12..

Conformément à l'article R. 2162-9 le pouvoir adjudicateur peut, préalablement à la conclusion des marchés subséquents, demander par écrit au Titulaire de compléter son offre.

En application des articles L.2125-1.1 ; R.2162-2 ; R.2162-4 à R.2162-6 du Code de la commande publique, l'accord-cadre est conclu sans montant minimum mais avec un montant maximum estimé à 280 000€ HT.

2.3.1.Mode d'exécution

Les prestations de prise en main et de réversibilité sont chiffrées au forfait et exécutées à bons de commande.

Les prestations de Maintenance corrective et adaptative sont exécutées à bons de commande.

Les prestations de Maintenance Evolutive sont exécutées par la conclusion de Marchés Subséquents.

Article 3. DOCUMENTS CONTRACTUELS

3.1.Documentes contractuels de l'accord cadre

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-TIC, en cas de contradiction, les pièces constitutives qui suivent prévalent dans l'ordre de priorité décroissant mentionné ci-après :

- La notification de l'accord-cadre ;
- L'acte d'Engagement (AE) réf AE AC26TMAIDA et son annexe financière en un original complété, daté et signé par une personne habilitée de plein droit à représenter la société :
 - Annexe n°1 Annexe Financière (Réf. BPU AC26TMAIDA)
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP AC26TMAIDA) dont l'exemplaire conservé dans les archives de l'Ineris fait seul foi ;
 - Les conditions générales d'achat de l'Ineris ;
 - La charte fournisseur disponible sur le site internet de l'Ineris (www.ineris.fr) ;
 - La charte de déontologie de l'Ineris
 - Questions – Réponses formulées lors de la procédure de passation.
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales (CCAG) applicables aux marchés publics de prestations de techniques de l'information et de la communication (C.C.A.G. TIC), approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021, en vigueur à la date de la notification du présent marché public. (Ce document n'est pas joint au marché. Le Titulaire peut s'en procurer un exemplaire auprès de la Direction des Journaux Officiels ou sur le site du ministère des Finances, portail : www.marches-publics.fr;
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP AC26TMAIDA) et ses annexes
- La Politique de Sécurité du Système d'Information (PSSI) de l'Ineris.
- L'offre technique du Titulaire référencée dans l'AE dans toute ses dispositions conformes aux documents qui précèdent
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants éventuels, postérieurs à la notification du Marché.
- La Convention de Services ; ce document sera rédigé par le Titulaire (V0 annexée à l'Offre), la version aboutie constitue un Livrable de la Phase Transitoire ; dès que la Convention de Services aboutie sera signée par les deux Parties, elle s'insérera au-dessus du CCTP dans l'ordre de prévalence contractuelle des documents ;
- Le Plan d'Assurance Sécurité ; ce document sera rédigé par le Titulaire et constitue un Livrable de la Phase Transitoire ; dès que le Plan d'Assurance Sécurité sera signé par les deux Parties, il

s'insérera au-dessus du Plan de Prise en Charge dans l'ordre de prévalence contractuelle des documents ;

- Le Plan de Réversibilité ; ce document sera rédigé par le Titulaire qui devra en établir une première version dans les trois (3) premiers mois du Marché, ce document est ensuite mis à jour régulièrement ; dès que le Plan de réversibilité sera signé par les deux Parties, il s'insérera au-dessus de l'Offre du Titulaire dans l'ordre de prévalence contractuelle des documents ;
- Le PAQ ; ce document sera rédigé par le Titulaire et constitue un Livrable de la Phase Transitoire ; dès que le PAQ sera signé par les deux Parties, il s'insérera au-dessus de l'Offre du Titulaire dans l'ordre de prévalence contractuelle des documents ;
- Les bons de commandes émis dans le cadre des marchés subséquents

Sauf en cas d'erreur manifeste, en cas de contradiction ou de différence entre les pièces constitutives de l'accord-cadre, il est expressément convenu entre les parties que les dispositions contenues dans le document de rang supérieur prévaudront pour les obligations se trouvant en conflit d'interprétation. Ces documents constituent l'intégralité de l'accord-cadre et des obligations de l'Ineris et du Titulaire.

Viendront s'ajouter aux documents constitutifs au fur et à mesure de leur passation, les marchés subséquents, et documents associés, passés sur le fondement de l'accord-cadre dans l'ordre décroissant de leurs dates de notification.

Toute clause portée dans la proposition ou documentation quelconque du Titulaire contraire ou modifiant les dispositions des autres pièces de l'Accord-cadre et des marchés subséquents est réputée non écrite. Les conditions générales du Titulaire sont en particulier concernées par cette disposition.

La Convention de Services, le PAQ, le Plan d'Assurance Sécurité et le Plan de Réversibilité étant susceptibles d'évoluer dans le temps, la dernière version signée par les Parties prévaut sur les versions signées antérieurement par les deux Parties.

3.2. Exhaustivité de la liste des pièces contractuelles.

Le présent Accord-cadre et les Marchés Subséquents constitués des documents contractuels définis ci-dessus expriment l'intégralité des obligations contractuelles des parties.

Les dispositions de l'Accord-cadre et des Marchés Subséquents prévalent sur celles qui figuraient sur les documents de réponse, lettres ou autres documents échangés entre l'Ineris et le Titulaire préalablement à la signature de l'Accord-cadre et des Marchés Subséquents. Il en est également ainsi, sans que cette liste soit exhaustive, des conditions figurant sur les factures et des conditions énoncées dans les documents **commerciaux**.

L'exemplaire original de ces documents conservé par l'Ineris fait seul foi.

3.3. Pièces à remettre au Titulaire

Par dérogation à l'article 4.2.1 et 4.2.2 du CCAG/TIC, la notification de l'accord-cadre consiste en la remise, sans frais, au Titulaire d'une copie de l'acte d'engagement signé par l'Ineris. Cette remise est opérée par échange dématérialisé au travers de la plateforme dématérialisée des achats de l'État.

L'exemplaire unique ou le certificat de cessibilité est remis, sans frais, sur demande écrite expresse du Titulaire par voie postale à l'agence comptable de l'Ineris.

Article 4. DUREE DE L'ACCORD-CADRE

Le Marché débute le 1^{er} jour du mois suivant la date de sa notification au Titulaire.

Sauf hypothèse de la non-validation de la Phase d'initialisation, visée à articles 5.1 ci-dessous, ou tout autre cas de résiliation anticipée tels que listés à Article 28 et suivants ci-dessous, le Marché est conclu pour une durée ferme de vingt-quatre (24) mois à compter du 1^{er} jour du mois suivant la date de sa notification. Le Marché pourra être reconduit tacitement pour deux (2) périodes successives d'un (1) an chacune sauf si l'Ineris décide de ne pas reconduire tacitement le Marché par l'envoi d'une notification au Titulaire au moins un (1) mois avant le terme prévu.

Dans tous les cas de figure, le Marché demeurera en vigueur jusqu'au terme de l'achèvement du Plan de Réversibilité, le cas échéant, détaillé à Article 20 lorsque cela est activé par l'Ineris. En cas d'arrivée du terme du Marché visé ci-dessus, la mise en œuvre du Plan de Réversibilité s'exécutera dans les trois (3) derniers mois du Marché, elle démarrera à compter de la date notifiée par l'Ineris pour s'achever à la date prévue pour le terme du Marché. En cas de résiliation anticipée, le Marché sera maintenu en vigueur pour toute la durée de la mise en œuvre du Plan de Réversibilité arrêtée conformément aux dispositions de l'Article 20.

Nonobstant les dispositions du présent article, les obligations qui par nature se poursuivent à l'échéance du Marché ou dont il est indiqué spécifiquement dans le Marché qu'elles survivent pour une durée leur étant propre continueront à être applicables pour la durée leur étant propre, notamment les dispositions des articles Article 21, Article 23, Article 25, Article 32 resteront en vigueur à l'échéance du Contrat.

4.1. Cadre général et dates

Le nouveau Titulaire sera notifié au plus tôt un mois avant la date de démarrage de la phase de prise en charge.

4.2. Date de démarrage du marché :

Le marché débute le premier jour du mois suivant la date de sa notification au Titulaire.

4.3. Forme de communication

A titre de convention pour preuve (loi du 13 mars 2000 portant adaptation du droit de la preuve aux technologies de l'information et relative à la signature électronique), l'Ineris et le Titulaire conviennent que tous les échanges, liés au suivi et à la gestion des prestations, réalisés par courrier électronique par les représentants des deux parties dans le cadre de l'exécution des prestations confiées au Titulaire du marché reçoivent la même force probante qu'un écrit signé de manière manuscrite.

Ces échanges dématérialisés n'ont pas à être signés au sens des dispositions de l'article 1316-4 du code civil.

Article 5. EXECUTION DU MARCHÉ

L'ensemble des Prestations sera réalisé par le Titulaire selon un découpage en trois (3) phases successives telles que décrites ci-après :

- La Phase de Transition (également appelée phase de prise en charge ou PEC) ;
- La Phase de Service Régulier ;
- La Phase de Réversibilité.

Le Titulaire s'engage à respecter le Calendrier, dont les dates macro sont identifiées ci-dessous aux articles 5.1 à 5.4 et détaillé dans son Offre, les dates et délais visés ci-dessous étant impératifs.

5.1.Phase d'initialisation

Cet article déroge aux articles 33.2 et 38.3 du CCAG-TIC.

Cette Phase d'initialisation doit s'achever au plus tard 60 jours après le démarrage du marché.

Cette phase consiste en la mise en œuvre du Plan de Prise en Charge. Cette phase de transition doit permettre au Titulaire de mettre en œuvre tous les moyens nécessaires à la fourniture de chaque composant du Service au regard des exigences visées au Marché, notamment celles relatives aux Niveaux de Services.

Le Plan de Prise en Charge a été élaboré par le Titulaire dans le cadre de sa réponse à la consultation visée en préambule. Le Titulaire, en sa qualité de professionnel de la tierce maintenance applicative, est donc seul responsable de l'adéquation de ce plan aux exigences de l'Ineris telles qu'exprimées dans le CCTP. Ce plan figure en annexe de l'Offre du Titulaire.

Le Titulaire prendra en compte, dans le cadre de cette phase, les outils et moyens mis à disposition par l'Ineris, de manière à les intégrer à ses process et outils d'exécution des Prestations, objet du Service, et avec l'objectif qu'ils concourent à la bonne exécution du Service.

A cet égard, le Titulaire s'assurera, le cas échéant, de la parfaite formation des personnels concernés aux outils et moyens mis à disposition par l'Ineris et par le Titulaire.

Le Titulaire s'engage à livrer durant cette Phase de Transition les livrables suivants :

- la Convention de Services ;
- le Plan d'Assurance Sécurité (PAS) ;
- le Plan d'Assurance Qualité (PAQ) ;
- plus généralement, l'ensemble des Livrables attachés à cette phase, identifiés dans les documents contractuels et notamment le Plan de Prise en Charge.

La Recette de la Phase d'initialisation sera constatée contradictoirement dans un Procès-verbal signé par l'Ineris et le Titulaire, après validation du Comité Pilotage. La Recette ne peut être prononcée tacitement. La livraison des Livrables de la phase d'initialisation par le Titulaire ne vaut pas Recette de cette phase. La Recette ne peut être prononcée que par l'Ineris, constatant la conformité des Livrables et/ou des Prestations aux spécifications des documents contractuels. Les Livrables sont soumis à validation de l'Ineris au fur et à mesure de leur élaboration dans le cadre d'une méthode itérative dont les modalités de mise en œuvre sont arrêtées dans le Plan de Prise en Charge.

En cas de réserves de l'Ineris sur l'un ou les Livrable(s) de la Phase de Transition (et notamment ceux spécifiquement identifiés ci-dessus), le Titulaire devra lever les réserves émises par l'Ineris et procéder à une nouvelle présentation du/des Livrable(s) en Recette.

Dans l'hypothèse où l'Ineris n'est pas en mesure de prononcer la Recette des Livrables de la Phase de Transition, en raison d'une Anomalie bloquante telle que cette notion est définie ci-dessous au terme de la Phase de Transition, l'Ineris pourra de façon discrétionnaire soit (i) décider de prononcer une Recette avec réserve de la Phase de Transition, soit (ii) décider de proroger la Phase

de Transition d'une durée à convenir entre les Parties, soit (iii) décider de résilier immédiatement totalement, ou partiellement, le Marché dans les conditions arrêtées à Article 28 ci-dessous.

L'impossibilité de prononcer la Recette de la Phase de Transition du fait du Titulaire ne l'exonèrera pas de ses engagements au regard du présent Marché. Au cas où le Titulaire s'avèrerait incapable d'assurer l'exécution correcte des Prestations au terme de la Phase de Transition, l'Ineris pourra (i) s'il décide tout de même de prononcer la Recette avec réserves de cette Phase ou (ii) s'il décide de proroger cette Phase estimant qu'une Recette reste possible à court terme, faire exécuter les Prestations pour lesquelles le Titulaire est défaillant par une autre entreprise afin de couvrir leur exécution pendant la période de carence, sans que le Titulaire ne puisse s'y opposer. Dans cette hypothèse, les Parties se rapprocheront pour traiter des conséquences financières sur le Marché en termes de réfaction du prix liées à ce manquement. Notamment, le surcout raisonnable (le caractère d'urgence étant pris en compte dans cette appréciation) lié au recours à une entreprise tierce donnera lieu, sur présentation par l'Ineris de justificatifs (factures de l'entreprise tierce), à l'émission d'avoir par le Titulaire en compensation.

Dans le cadre de la Phase de Transition, sera considérée comme une « Anomalie bloquante » la non-livraison d'un ou plusieurs Livrables, la livraison d'un Livrable incomplet par rapport aux spécifications convenues dans le Plan de Prise en Charge ou non-conforme aux documents contractuels notamment en termes d'engagements liés aux Services, aux Niveau de Services, ainsi que toute anomalie pouvant empêcher le fonctionnement normal du Service pendant la Phase de Service Régulier.

La phase de transition constitue une phase contractuelle déterminante conditionnant le démarrage de la phase de service régulier.

Elle donne lieu à une recette formelle, expresse et contradictoire prononcée par l'Ineris.

La recette de la phase d'initialisation est subordonnée à la conformité complète des livrables suivants :

- Plan d'Assurance Qualité (PAQ) validé ;
- Plan d'Assurance Sécurité (PAS) validé ;
- Convention de services signée ;
- Plan de réversibilité – version initiale validée ;
- état des lieux technique et fonctionnel de l'application.

L'absence, l'incomplétude ou la non-conformité substantielle d'un seul de ces livrables constitue un motif de refus de recette.

En cas de refus de recette de la phase de transition imputable au Titulaire, l'Ineris pourra, à son choix :

- exiger la correction des non-conformités dans un délai qu'elle fixe ;
- prononcer une prorogation de la phase d'initialisation sans indemnité ;
- résilier le marché pour manquement grave, sans indemnité, conformément aux dispositions relatives à la résiliation.

Les coûts liés à la reprise ou à la correction des livrables non conformes restent intégralement à la charge du Titulaire.

5.2. Phase de service régulier

La Phase de service régulier débute le jour ouvré suivant la date de signature du Procès-Verbal de Recette de la Phase d'Initialisation.

Dans le cadre de cette Phase, le Titulaire fournit le Service conformément aux Niveaux de Services dans le cadre d'une obligation de résultat et s'expose en cas de non-respect desdits Niveaux de Services à l'application des pénalités prévues à l'article Article 9 ci-dessous. Le Titulaire s'engage également à tenir à jour et à fournir à l'Ineris l'ensemble des indicateurs de suivi du Marché tels qu'arrêtés dans le CCTP. Plus généralement, dans le cadre de cette Phase de service régulier, le Titulaire s'engage à fournir un Service et des Prestations conformes aux termes du Marché.

En conséquence, il lui appartient de prendre toutes les mesures nécessaires et suffisantes pour que cet engagement puisse être respecté sans discontinuité dès le début de la Phase de service régulier.

5.3. Réversibilité

La période de réversibilité est la période couvrant le retour ou le transfert de responsabilité précédemment définis. Le « plan de réversibilité » est le document qui décrit la durée et les conditions de mise en œuvre de la réversibilité ou de la transférabilité.

Cet article déroge à l'article 38.4 du CCAG-TIC.

Cette Phase démarrera à compter de la date mentionnée dans la notification par l'Ineris au Titulaire du déclenchement de la réversibilité partielle et/ou totale du Marché liée soit à l'arrivée du terme du Marché, soit à la résiliation anticipée partielle ou totale du Marché.

Cette Phase peut concerner la globalité du Marché (en cas d'arrivée du terme du Marché, ou en cas de résiliation anticipée totale du Marché) ou seulement une partie des Services (en cas de résiliation partielle du Marché). Dans cette dernière hypothèse, les Services non concernés par la Phase de Réversibilité enclenchée par l'Ineris continueront à être exécutés au titre de la Phase de service régulier.

En tout état de cause :

- lorsque la Phase de Réversibilité concerne l'ensemble des Services il est convenu que le Marché continuera à produire pleinement ses effets jusqu'au terme de la Phase de réversibilité ; et
- lorsque la Phase de Réversibilité ne concerne qu'une partie des Services il est convenu que le Marché continuera à produire pleinement ses effets jusqu'au terme de la Phase de réversibilité pour l'ensemble des Services et au-delà uniquement pour les Services non résiliés.

La Phase de Réversibilité permettra à l'Ineris de reprendre, ou faire reprendre par un tiers désigné par lui, tout ou partie des Prestations en cas d'arrivée à échéance du Marché ou de résiliation partielle ou totale du Marché, pour quelque motif que ce soit, conformément aux dispositions de l'Article 28 ci-après.

La mise en œuvre et le déroulement de la Phase de Réversibilité sont précisés à l'Article 20 ci-dessous complété par le Plan de Réversibilité.

Il est entendu entre les Parties, que chacune d'elles mettra en œuvre tous les moyens nécessaires pour que la Phase de Réversibilité ne dure pas plus de deux (2) mois, dans les conditions prévues par le Plan de Réversibilité.

Les modalités particulières d'exécution de la période de réversibilité sont définies au cahier des charges techniques et dans le PPAQ.

Conformément à l'article 42 du CCAG-TIC, « pendant la période de mise en œuvre de la réversibilité ou de la transférabilité, le titulaire arrivant à échéance fournit, selon le cas, à l'Ineris ou au nouveau Titulaire, dans la mesure du besoin, un accès aux matériels et aux logiciels, sous réserve que cet accès n'affecte pas l'aptitude du titulaire prenant fin à fournir les services objet du marché. Le Titulaire met en œuvre des mesures techniques et organisationnelles pour garantir la sécurité des données et des applications qui lui sont confiées, lors du transfert des prestations de la part du précédent Titulaire en conformité avec les réglementations applicables ».

Article 6. OBLIGATIONS DES PARTIES

6.1. Obligations communes

Les Parties conviennent de collaborer étroitement dans le cadre de leurs relations contractuelles. A ce titre, elles s'engagent à échanger toutes les informations nécessaires à une bonne exécution des Prestations. Dès lors, elles procèdent à un échange permanent d'informations en vue de contribuer à la réussite du projet et d'éviter la génération de difficultés préjudiciables aux intérêts des deux Parties.

Dans ce cadre, l'Ineris s'engage à collaborer de bonne foi et à maintenir une collaboration active et régulière en remettant au Titulaire l'ensemble des éléments en sa possession que ce dernier lui aura demandé.

Le Titulaire s'engage également à collaborer de bonne foi et à maintenir une collaboration active et régulière avec tous les intervenants et éventuels sous-traitants du Titulaire, de l'Ineris et prestataires tiers et éditeurs avec lesquels l'Ineris est en relation. En particulier, le Titulaire s'engage à communiquer sans délai toutes les difficultés dont il pourrait prendre la mesure au regard de son expérience, au fur et à mesure de l'exécution de ses Prestations, afin de permettre leur prise en compte le plus rapidement possible, participant ainsi à la bonne exécution du Marché.

6.2. Obligations de l'Ineris

L'Ineris conserve la maîtrise d'ouvrage de son Système d'Information et de son évolution, notamment il conserve la maîtrise :

- ❖ de la définition et des choix de la stratégie des systèmes ;
- ❖ de la définition et des choix des architectures logiques ;
- ❖ de la définition de l'architecture et de la politique de sécurité ;
- ❖ de la définition des normes et standards à respecter ;
- ❖ de la gestion de ses achats, et, dans ce cadre, du choix des éléments du SI ;
- ❖ du développement et de la maintenance applicative des applications du SI autre que les Applications.

L'Ineris s'engage à affecter le personnel nécessaire à l'exercice des tâches de maîtrise d'ouvrage du Système d'Information.

L'Ineris s'engage à communiquer au Titulaire la Documentation ainsi que le Référentiel d'infrastructure en sa possession et à lui en faciliter la consultation dans la mesure où ils sont nécessaires à l'exécution des Prestations et où ils lui sont demandés préalablement par le Titulaire.

Dans le cadre du présent Marché, l'Ineris conserve la maîtrise de ses besoins, des objectifs poursuivis, ainsi que des contraintes et impératifs propres à ses activités et celles de ses clients.

L'Ineris informe le Titulaire à bref délai de toutes difficultés prévisibles ou rencontrées dans l'exécution du Marché dont il a connaissance et qu'il identifie, de façon à ce que toutes les mesures susceptibles de pallier lesdites difficultés soient prises sans attendre. Notamment, l'Ineris signalera au Titulaire les éléments qui lui paraîtraient, au regard de ses connaissances, de nature à compromettre la bonne exécution par ce dernier du Service à sa charge.

L'Ineris respectera les obligations mises à sa charge dans le cadre du Marché, dans les délais qui lui sont impartis. Dans le cas d'un non-respect des délais par l'Ineris, les délais incombant au Titulaire seront prolongés d'autant.

L'Ineris est tenu de désigner un interlocuteur permanent unique qui le représente vis-à-vis du Titulaire. Cet interlocuteur est notamment chargé d'assurer le suivi et le pilotage des opérations et les liaisons professionnelles nécessitées pour l'exécution des Prestations prévues au Marché. En cas de remplacement de cet interlocuteur unique, l'Ineris s'engage à en informer le Titulaire dans les plus brefs délais.

6.3. Obligations du Titulaire

Le Titulaire s'engage à mettre en œuvre l'ensemble des moyens humains, techniques, logistiques, matériels, et informatiques nécessaires à l'exécution de ses Prestations.

Les moyens et l'organisation mis en place par le Titulaire sont décrits pour information de l'Ineris dans le Plan d'Assurance Qualité. Nonobstant cette information, il est rappelé qu'en sa qualité de Maître d'œuvre des Prestations, le Titulaire est seul responsable de l'ensemble des choix et des moyens humains, techniques, logistiques, matériels et informatiques qu'il met en œuvre dans le cadre du présent Marché pour effectuer ses Prestations et atteindre les Niveaux de Services auxquels il s'est engagé au titre d'une obligation de résultat.

Conformément aux dispositions de l'article 7.1 du CCAG-TIC le Titulaire veille à ce que les Prestations qu'il effectue respectent les prescriptions législatives et réglementaires en vigueur en matière de sécurité et de santé des personnes. Le cas échéant, le Titulaire a en charge au titre du Marché la fourniture de l'ensemble des EPI de ses intervenants, ceux-ci devant être en nombre suffisant eu égard à la nature des prestations à réaliser et leur qualité doit être conforme à la réglementation en vigueur relative à la protection des personnels. Le Titulaire doit être en mesure d'en justifier le respect, en cours d'exécution du Marché, sur simple demande de l'Ineris.

Le Titulaire s'engage sur sa capacité à pouvoir absorber les augmentations des volumes des traitements de l'Ineris ainsi que les évolutions technologiques induites par les projets déployés à l'état de l'art du Marché en fonction des Evolutions opérées en cours de Marché conformément aux dispositions de Article 10 ci-dessous.

6.3.1. Obligations de résultats

Le Titulaire s'engage sur la base d'une obligation de résultats quant à l'atteinte et au maintien a minima des Niveaux de Services contractuels, à la conformité des Livrables fournis aux documents

contractuels, au respect du Calendrier et au respect de l'ensemble des délais contractuels pour toute prestation assortie d'un délai (de livraison, de réalisation, de correction, etc) et/ou de la production d'un livrable.

Au titre du présent paragraphe, le Titulaire s'engage à fournir les ressources et le matériel tant en nombre qu'en qualification nécessaires à la bonne exécution des prestations qui lui sont confiées au titre du présent marché, avec la compétence en vigueur dans la profession et conformément aux niveaux de qualité requis et définis au cahier des charges ainsi qu'aux règles de l'art applicables dans son domaine de compétence.

Le Titulaire est responsable de la désignation des membres de son équipe et il s'engage à ce que les membres de cette équipe possèdent la compétence, l'expérience et les qualités nécessaires à la bonne fourniture du Service.

De plus, le Titulaire déclare disposer des moyens suffisants en cas de surcroît d'activité, besoin d'expertise complémentaire ou besoins spécifiques, projets de l'Ineris.

Les dispositions de l'article 6.1 du CCAG sont complétées/modifiées par les dispositions suivantes :

Le Titulaire garantit le respect de la législation sociale en matière de régularité des embauches de son personnel et s'engage, à ce titre, à remettre à l'Ineris, au plus tard à la date de signature du Marché et tous les six (6) mois durant toute la période de son exécution, l'ensemble des attestations et autres documents exigés par la législation en vigueur applicable aux activités exercées par le Titulaire, à savoir :

- l'attestation énumérée au 1° de l'article D8222-5 du Code du travail ;
- l'un des documents énumérés au 2° de l'article D8222-5 du Code du travail ;
- et, le cas échéant en cas de salariés étrangers employés par le Titulaire ou si le Titulaire est établi à l'étranger et détache des salariées sur le territoire français, les listes nominatives visées aux articles D8254-2 et D8254-3 du Code du travail.

La régularité de la situation du personnel du Titulaire constitue une condition essentielle de l'exécution du Marché pour l'Ineris.

Le Titulaire s'engage à faire respecter par les entreprises de travail temporaire et/ou sous-fournisseurs et/ou sous-traitants auxquels il confierait la réalisation d'opérations rentrant dans l'objet du Marché, les dispositions législatives et réglementaires visées au présent article et à obtenir la remise des documents et attestations exigés par la législation en vigueur tels que rappelés ci-dessus.

Toute violation de la réglementation susvisée dont l'Ineris serait informé pourra donner lieu à la résiliation de plein droit du Marché sans indemnité dans les conditions définies à l'Article 28.

Il est expressément entendu que les personnels du Titulaire demeurent, à tous les égards, les salariés de ce dernier (léislation du travail, sécurité sociale, congés payés, déplacements, transport, formation, etc...). Aucun lien de subordination ne peut exister entre le personnel affecté par le Titulaire et l'Ineris dans le cadre du Marché. Le Titulaire recrutera, rémunérera et emploiera le personnel nécessaire sous sa seule responsabilité au regard des charges sociales et fiscales.

Le Titulaire veillera à ce que son personnel dispose des compétences, qualifications suffisantes pour les besoins de la réalisation des Prestations et assurera la formation nécessaire.

La gestion des congés, absence (par exemple pour formation), plus généralement l'indisponibilité des personnels du Titulaire reste de la responsabilité du Titulaire. Le Titulaire devra faire en sorte que ces éléments ne perturbent pas l'exécution des Prestations telle que convenue entre les

Parties et procédera immédiatement au remplacement par un salarié de compétence et de qualification au moins équivalente sans coût supplémentaire pour l’Ineris.

Le personnel du Titulaire présent dans les locaux de l’Ineris devra respecter :

- les directives, instructions et notes applicables au personnel de l’Ineris en matière de discipline et en matière de sécurité ;
- les horaires du lieu d'exécution de sa mission ;
- le plan de prévention en vigueur.

Le Titulaire s'engage à ce que son personnel et celui de ses éventuels sous-traitants, amenés à exécuter des Prestations dans les locaux de l’Ineris, se conforment à l'ensemble des règles relatives à l'hygiène et la sécurité figurant dans le règlement intérieur de l’Ineris et dans le livret d'accueil sécurité des entreprises communiqués par l’Ineris. Le Titulaire et ses éventuels sous-traitants devront posséder leurs équipements de protection individuelle propre à leur métier et devront respecter les consignes affichées à l'entrée des locaux de l’Ineris.

Les personnels du Titulaire qui travaillent sur les sites de l’Ineris sont exclusivement dédiés à l’exécution des Prestations.

Dans le cas où un membre du personnel contreviendrait à ces règles, l’Ineris se réserve le droit de demander au Titulaire de procéder au remplacement immédiat de la personne contrevenante, sans frais supplémentaire pour l’Ineris.

Le Titulaire est responsable de son personnel en toute circonstance et pour quelque cause que ce soit. Il assumera notamment la responsabilité des accidents de trajet ou de travail qui pourraient survenir à son personnel, du fait ou à l'occasion de l'exécution de la Prestation.

Il sera responsable des accidents survenant par le fait de son personnel, des dégâts produits à l’occasion de l’exécution des Prestations ainsi que des vols commis par ses préposés.

L’Ineris s’engage à communiquer au Titulaire l’ensemble des documents visés au présent article que le Titulaire doit respecter.

6.3.2. Obligation de continuité des prestations

Le Titulaire est tenu à une obligation de continuité des prestations, à ce titre, le titulaire doit fournir spontanément à l’Ineris l’ensemble des conseils, mises en garde et recommandations nécessaires, notamment en termes de qualité de service et de continuité d’exploitation.

De plus, le Titulaire, au titre de sa maîtrise d’œuvre sur les Services et Prestations objet des présentes, est seul responsable des moyens et ressources qu’il doit mettre en œuvre pour atteindre les objectifs contractuels et notamment les Niveaux de Services, ainsi, en cas d’indisponibilité pour quelque raison que ce soit, telle que maladie, démission, congés de l’un quelconque des membres du personnel du Titulaire affecté à l’exécution des prestations objet du marché, le Titulaire prendra toutes les mesures nécessaires pour assurer la continuité des prestations et remplacera le personnel défaillant par du personnel de compétence et de qualification au moins équivalentes.

6.4. Obligations de conseil et de mise en garde

Le Titulaire reconnaît être tenu à une obligation générale de conseil, d'information, de recommandation et de mise en garde, sur le périmètre contractuel.

Ce devoir de conseil et d’alerte auprès de l’Ineris doit contribuer à l’amélioration de la performance des Applications et à la réduction des coûts y étant attachés, ainsi qu’à l’optimisation des coûts de la Prestation.

Dans le cadre de cette obligation, le Titulaire, s'engage à émettre auprès de l'Ineris tous les conseils et mises en garde qui lui paraîtraient nécessaires au cours de l'exécution du Marché afin notamment :

- d'optimiser la qualité du Service ;
- d'assurer la continuité de la TMA ;
- d'assurer la sécurité des Applications ;
- de faire évoluer les Applications afin d'assurer leur maintien de conformité avec l'état de l'art.

Dans le cadre de la présente obligation, tous les conseils et mises en garde, devront impérativement être transmis à l'Ineris par écrit (mail possible) afin d'en tracer la communication.

En tout état de cause l'Ineris reste libre de la mise en œuvre ou non des conseils formulés au titre du présent article.

Au titre de la présente obligation, le Titulaire s'engage notamment à :

- signaler à l'Ineris tout risque ou difficulté susceptible de perturber ou altérer l'exécution des Prestations y compris si cet événement est imputable à l'Ineris ou sort du périmètre des Prestations mais peut avoir un impact sur celles-ci ;
- signaler à l'Ineris le non-respect par ce dernier de certaines consignes ou obligations qui pourraient avoir pour effet de provoquer des difficultés dans l'exécution des Prestations ;
- proposer à l'Ineris dans les meilleurs délais, des solutions pour remédier à tout problème qu'il pourrait déceler sur le périmètre contractuel, avec si besoin est la collaboration de l'Ineris ;
- proposer à l'Ineris toute adaptation, amélioration modernisation ou mise à niveau des Applications qu'il juge souhaitable en vue d'en optimiser les performances et les coûts de fonctionnement.

Les propositions formulées par le Titulaire dans le cadre de son devoir de conseil pourront porter aussi bien sur des aspects techniques que méthodologiques ou organisationnels et s'appuieront notamment sur l'analyse des indicateurs, la prise en compte des remontées Utilisateurs et sur une gestion des problèmes (au sens ITIL) permettant d'identifier les Incidents récurrents afin de traiter les causes plutôt que les symptômes.

Les Parties s'engagent à s'informer réciproquement de toute évolution de la législation ou de la réglementation pouvant nécessiter une Evolution du Service.

Le Titulaire assiste et conseille l'Ineris sur les choix et validations qui lui incombent, ainsi que lors d'éventuelles demandes nouvelles formulées au cours de l'exécution du Marché, il lui appartient notamment d'alerter l'Ineris sur les éventuels impacts sur les Services et sur l'atteinte des Niveaux de Services de ces choix et demandes nouvelles. Si le Titulaire considère qu'un choix ou une demande nouvelle de l'Ineris a pour conséquence d'entraîner une Evolution du Service il doit l'en alerter dans les meilleurs délais dès qu'il en a connaissance.

Le Titulaire s'engage à informer l'Ineris de toutes les formalités et/ou autorisations, applicables aux Prestations, que ce dernier devra accomplir et/ou obtenir dans le cadre du Marché.

Dans le cadre de son obligation de conseil, le Titulaire informe l'Ineris dès qu'il a connaissance de toute nouveauté technologique, ou nouveau produit ou service, plus adapté aux besoins de l'Ineris en termes de coûts, de qualité des services ou de maîtrise des risques.

L'apport de conseil portera au minimum sur :

- Les technologies : tendances, opportunités, caractéristiques, valeur ajoutée, etc. ;

- Les nouvelles versions et/ou les versions en place qui ne sont ou ne seront plus supportées
- L'amélioration de l'organisation et de la coordination ;
- Les opportunités de réduction de coûts ;
- Les opportunités d'amélioration de la qualité des Services ;
- Les risques.

Article 7. MAITRISE D'ŒUVRE DES SERVICES

En sa qualité de maître d'œuvre de la mise en œuvre et de l'exécution des Services, le Titulaire assure seul la direction, le contrôle et la coordination de l'exécution des Services, Prestations et obligations mises à sa charge au titre du Marché.

A cet égard, le Titulaire :

- définit et met en œuvre des processus et moyens nécessaires pour assurer les Services faisant l'objet du Marché dans le respect des Niveaux de Services ;
- assure l'exécution des Prestations conformément aux engagements du Marché et aux Niveaux de services ;
- assure la coordination de tous les intervenants du Titulaire, la bonne communication entre les membres de l'équipe et le maintien en permanence de la motivation et de la cohésion du groupe ;
- collecte, auprès de l'Ineris des informations complémentaires nécessaires à l'exécution des Prestations conformément à l'expression de ses besoins ;
- collecte auprès des éditeurs et fournisseurs d'éléments du SI avec lesquels les Applications interagissent toute information nécessaire à la bonne réalisation des objectifs exprimés par l'Ineris ;
- met en garde l'Ineris, en temps utile par notification écrite (ex : mail), contre toute difficulté rencontrée dans l'organisation ou le contrôle des tâches effectuées par l'un ou l'autre des intervenants dans l'exécution des Prestations y compris l'Ineris ou les prestataires de services tiers auxquels il a recours ;
- assure la vérification du règlement des difficultés rencontrées dans l'exécution du Marché et/ou signifiées à son attention ;
- assure la gestion des délais et la vérification du respect du calendrier contractuel impératif
- respecte les délais contractuels, étant précisé qu'en cas de dépassement par l'Ineris des délais mis à sa charge par le Marché, les délais à charge du Titulaire directement affectés par le délai non respecté de l'Ineris seront prolongés d'autant ;
- fournit des conseils et mises en garde relatifs au Service en temps utiles ;
- assure l'animation et l'organisation des réunions de suivi de l'exécution du Marché (Comité de Pilotage notamment) et ce, conformément aux objectifs ou ordres du jour qui pourront être indiqués, complétés par l'Ineris ;

- s'engage à respecter l'état de l'art éprouvé du moment dans l'exécution des Prestations à sa charge ;
- fournit à l'Ineris tous les éléments nécessaires au contrôle du respect des Niveaux de Services, tels que prévus au Marché et notamment la fourniture des tableaux de bord, plannings, reportings et tous supports nécessaires au suivi des Prestations par l'Ineris, en la forme d'indicateurs qualité ;
- maintient un état permanent de réversibilité des Prestations ; à ce titre, il crée et maintient à jour la documentation nécessaire à la bonne exécution des Prestations et assure l'élaboration et la tenue à jour d'un Plan de réversibilité répondant aux critères définis à l'article 20.3 du présent CCAP.
- À la demande de l'Ineris, assure les relations avec les tiers (constructeurs, éditeurs, mainteneurs) conformément aux contrats conclus avec ces tiers par l'Ineris. A ce titre, l'Ineris mandate le Titulaire pour agir en son nom et pour son compte vis à vis des tiers désignés par l'Ineris en phase de prise en charge et dont la liste sera mise à jour tout au long du Marché lors des Comités de pilotage en fonction de l'évolution des besoins de l'Ineris. Dans ce cadre, l'Ineris communiquera les contrats, ou extraits de contrats concernés, dès lors qu'ils s'avèreront nécessaires à l'exécution de la mission pour laquelle le Titulaire est mandaté. Le mandat ne substituera pas le Titulaire aux tiers précités, les obligations de ces derniers en termes notamment de garantie et de maintenance vis-à-vis de l'Ineris restant à leur charge exclusive. Par ailleurs, l'Ineris demeurera responsable vis-à-vis du Titulaire de la bonne exécution par les propres contractants de l'Ineris de leurs obligations au titre de leurs contrats respectifs avec l'Ineris, et s'oblige à exercer les droits dont il est créancier et satisfaire aux obligations dont il est débiteur au titre de ces contrats dans la mesure nécessaire à la bonne exécution des Prestations.

L'Ineris entend rappeler que, dans le cadre de la maîtrise d'œuvre telle que précitée et assurée par le Titulaire, il est déterminant pour lui que ce dernier collabore de manière effective et spontanée avec tous les prestataires tiers contractuellement liés à l'Ineris et pouvant avoir un lien avec l'exécution du Marché et soit particulièrement réactif en cas de problème, quel qu'il soit, lié à l'exécution du Service, en communiquant au plus tôt à l'Ineris l'existence dudit problème dès qu'il en a connaissance.

Le Titulaire s'engage à assurer la sécurité de l'ensemble des ressources informatiques appartenant à l'Ineris qui lui sont confiées dans le cadre du présent Marché, dans les conditions de l'article 8.5 ci-après.

Article 8. QUALITE DE SERVICE

8.1. Plan d'Assurance Qualité

Le Titulaire s'engage pour l'exécution du Marché et de ses obligations, à se conformer au Plan d'Assurance Qualité.

Ce Plan d'Assurance Qualité, élaboré par le Titulaire sur la base du CCTP de l'Ineris et de l'Offre du Titulaire, est un Livrable de la Phase de Transition.

L'Ineris contrôlera de manière continue en cours de Marché son application par le Titulaire.

Le Titulaire, professionnel de la tierce maintenance applicative, en sa qualité de maitre d'œuvre des Services et au titre de son obligation de résultat quant à l'atteinte des Niveaux de Services, reste seul responsable de l'adéquation des moyens visés dans ce document aux exigences contractuelles. Ce document ne saurait donc remettre en cause les engagements du Titulaire sur l'atteinte des Niveaux de Services. En conséquence, en recettant ce document l'Ineris ne fait que prendre acte de l'organisation mise en œuvre par le Titulaire, sans pour autant en valider la pertinence pour l'atteinte des Niveaux de Services.

Le Plan d'Assurance Qualité détaille la méthodologie, les processus et les modes opératoires du Titulaire dans l'exécution des Prestations. Il détaille par Service, l'organisation, les moyens, les solutions techniques et les modes opératoires du Titulaire pour délivrer le Service attendu par l'Ineris dans le respect des exigences de Niveaux de Services fixés dans le CCTP puis dans la Convention de Services une fois celle-ci validée des deux Parties.

Le Plan d'Assurance Qualité sera modifié par accord des Parties en Comité de Pilotage lorsque l'Evolution des Prestations ou du Service le rendra nécessaire.

8.2. Convention de Services

La Convention de Services élaborée par le Titulaire sur la base du CCTP de l'Ineris et de l'Offre du Titulaire, dans laquelle figure une version 0, est un Livrable de la Phase de Transition dans sa forme aboutie. Elle entre vigueur au démarrage de la Phase de Service Régulier (PSR) une fois co-signée par les deux Parties.

L'Ineris contrôlera de manière continue en cours de Marché son application par le Titulaire.

La Convention de Services détaille notamment pour chaque Service, le périmètre du Service, les modalités spécifiques de mise en œuvre du Service, le Niveau de Service attendu, les indicateurs de suivi du Service et les indicateurs pénalisables s'ils ne sont pas déjà mentionnés aux présentes ou dans le CCTP, La Convention de Services contient a minima pour chaque Service les informations visées au CCTP.

Cette Convention de Services est mise à jour en cas de besoin par accord des Parties lorsque l'Evolution des Prestations ou du Service le rendra nécessaire. Cette modification sera actée en Comité de Pilotage.

8.3. Niveaux de Services

Le Titulaire s'engage à respecter les Niveaux de Service au titre d'une obligation de résultat.

Dans l'hypothèse d'une défaillance du Titulaire, pour quelque raison que ce soit, celui-ci s'engage à mettre en œuvre tous les moyens nécessaires pour atteindre les Niveaux de Services sur lesquels il s'est engagé.

Notamment, une fois la Phase de prise en charge réalisée, chaque Anomalie détectée a un impact direct sur l'activité de l'Ineris ; en conséquence le Titulaire s'engage à compter de la PSR sur des délais de prise en compte des Anomalies et de résolution des Anomalies, soumis à pénalités en cas de non-respect, dans les conditions mentionnées au CCTP.

Le délai de prise en compte de la demande de correction de l'Anomalie débute à compter de l'affectation de l'Anomalie au Titulaire dans l'outil de gestion des anomalies de l'Ineris ou selon les modalités arrêtées au PAQ. Le décompte du temps de prise en compte de la demande de correction de l'Anomalie prend fin par la notification écrite de prise en compte de la demande

d'intervention par le Titulaire dans l'outil de gestion des anomalies, ou selon les modalités arrêtées au PAQ.

Le délai de résolution d'une Anomalie débute en même temps que le délai de prise en compte de la demande de correction de l'Anomalie visé au paragraphe précédent, soit à compter de l'affectation de l'Anomalie au Titulaire dans l'outil de gestion des anomalies ou selon les modalités arrêtées au PAQ. Le décompte du délai de résolution d'une Anomalie prend fin à la livraison sur l'environnement de recette de l'Ineris par le Titulaire de la correction de l'Anomalie (ou pour les Anomalies bloquantes ou Majeures, de la solution de contournement préalablement acceptée par l'Ineris) sous réserve de la validation ultérieure du correctif (ou de la solution de contournement) par l'Ineris matérialisée par la clôture de la demande de correction d'Anomalie dans l'outil de gestion des anomalies ou selon les modalités arrêtées au PAQ (ou la requalification de l'Anomalie Bloquante ou Majeure en Anomalie Mineure en cas de solution de contournement acceptée par l'Ineris, l'Anomalie requalifiée devant dans ce cas être résolue dans les délais propres à cette typologie).

À défaut de validation par l'Ineris du correctif (soit que l'Anomalie subsiste, soit que le correctif ait engendré une nouvelle Anomalie), ou de la solution de contournement proposée (l'Ineris restant libre d'accepter ou non une solution de contournement), le décompte du délai de résolution de l'Anomalie reprend à compter de la notification écrite de l'Ineris, via l'outil de gestion des anomalies ou selon les modalités arrêtées au PAQ, de la non validation du correctif ou de la solution de contournement proposé, le délai de résolution étant dans cette hypothèse seulement suspendu pendant la recette du correctif ou de la solution de contournement par l'Ineris Client.

8.4. Garantie de Fonctionnement

Le Titulaire reconnaît avoir été dûment informé par l'Ineris, lors de la procédure de consultation visée en préambule, de l'importance pour l'Ineris de la continuité du Service, compte tenu des spécificités de son activité, notamment en matière de recherche et innovation et donc des graves conséquences pour l'Ineris, en particulier en termes financiers, de perte de données de l'Ineris ou de tiers, d'image de marque, qui pourraient résulter d'éventuelles interruptions du Service.

Le Titulaire garantit la qualité de la TMA que l'on est en droit d'attendre d'un professionnel de la tierce maintenance applicative et selon les dispositions prévues dans la Convention de Services, le CCTP et le Plan d'Assurance Qualité.

Le Titulaire informe immédiatement l'Ineris de toute indisponibilité d'une ou plusieurs des configurations informatiques mises en œuvre pour les besoins du Marché.

Conformément aux exigences du CCTP le Titulaire s'engage à fournir un Plan de continuité d'activités conforme a minima aux exigences du CCTP. Ce plan pourra être audité en cours de Marché par l'Ineris.

8.5. Obligation de Sécurité

8.5.1. Principes

Compte tenu de la nature spécifique des Applications ainsi que des matériels, infrastructures, logiciels, et données figurant au sein du Système d'Information de l'Ineris, le Titulaire ainsi que l'ensemble du personnel affecté à l'exécution des Prestations, sont soumis à une obligation de sécurité et de confidentialité renforcées dont le périmètre et les critères sont définis ci-dessous et au sein du Plan d'Assurance Sécurité et dont l'objet est notamment d'assurer la disponibilité, l'intégrité des Applications et la traçabilité des opérations réalisées.

Le Plan d'Assurance Sécurité élaboré par le Titulaire sur la base du CCTP de l'Ineris et de l'Offre du Titulaire, est un Livrable de la Phase de Transition. Il entre en vigueur dès sa validation par les deux Parties.

Ce plan complète les dispositions du présent article et décrit l'ensemble des dispositions spécifiques que le Titulaire s'engage à mettre en œuvre pour garantir le respect des exigences de sécurité de l'Ineris. Il contient a minima les informations suivantes :

- L'organisation mise en place par le Titulaire pour gérer les services de sécurité ;
- La méthodologie retenue par le Titulaire pour déployer les services de sécurité ;
- Les responsabilités du Titulaire représenté par son Responsable de la Sécurité des Systèmes d'Information ;
- La matrice de couverture des exigences de sécurité de l'Ineris.

Le Plan d'Assurance Sécurité est mis à jour au minimum deux (2) fois par an. Le Comité de Pilotage est responsable de la mise à jour de ce plan. Toute mise à jour devra être signée par l'Ineris avant application.

L'Ineris pourra contrôler à tout moment en cours de Marché son application par le Titulaire.

Au titre de son obligation de sécurité, le Titulaire devra notamment mettre en œuvre toutes les procédures de traitements sécurisés et de prévention afin de :

- garantir un fonctionnement sécurisé des Applications ;
- empêcher toute intrusion extérieure non autorisée aux données métiers et personnelles ;
- empêcher toute interruption prolongée des ressources des Applications ;
- répondre aux exigences de sécurité définies ci-dessous et au sein du Plan d'Assurance Sécurité.

Le Titulaire reconnaît que toute violation de son obligation de sécurité dont le périmètre est défini au présent article et au sein du Plan d'Assurance Sécurité, est susceptible de créer un préjudice pour l'Ineris et les Utilisateurs dont les données figurent au sein du Système d'Information.

8.5.2. Devoir d'alerte sécurité

Le Titulaire devra avertir l'Ineris sans délai de tout événement dont il aurait connaissance constituant une atteinte effective ou potentielle aux règles de sécurité logique et physique des Applications ou de la survenance de toute infection informatique, intrusion ou tentative d'intrusion au sein du Système d'Information par le biais des Applications.

Le Titulaire devra plus généralement notifier à l'Ineris toute atteinte ou tentative d'atteinte à l'intégrité, la disponibilité, l'auditabilité ou la confidentialité des Applications ou de toute utilisation inappropriée des Applications susceptible de porter préjudice à l'Ineris.

8.5.3. Protection des données informatiques

Les supports informatiques et documents fournis par l'Ineris au Titulaire restent la propriété de l'Ineris.

Les données contenues dans ces supports et documents sont strictement couvertes par le secret professionnel (article 226-13 du code pénal), il en va de même pour toutes les données dont le Titulaire prend connaissance à l'occasion de l'exécution du Marché.

Le Titulaire est tenu à une obligation permanente de sécurité concernant les Applications de l'Ineris. Il lui incombe également de prendre toutes les mesures de sécurité et de confidentialité appropriées conformément aux dispositions générales définies par le Plan d'Assurance Sécurité pour garantir la protection des données et des Applications concernant les activités de l'Ineris et notamment, de prendre toutes les mesures nécessaires au plan interne au sein de l'entreprise du Titulaire, pour garantir un cloisonnement étanche entre les données de l'Ineris et celles de tout autre client du Titulaire.

Il prend également toutes les mesures nécessaires lors de ses Prestations afin d'éviter de véhiculer tout virus informatique ou de permettre le piratage de tout ou partie du Système d'Information par le biais des Applications.

8.5.4. Protection des données personnelles

Le Titulaire déclare être informé qu'il peut gérer, stocker, utiliser, exploiter des données à caractère personnel dans le cadre de l'exécution des Prestations.

Le Titulaire s'engage à veiller à l'intégrité, la confidentialité et la sécurité de ces données et s'engage à ne pas les utiliser pour ses besoins propres ou pour le compte de tiers.

Conformément à la réglementation en vigueur au moment du traitement, le Titulaire s'engage à prendre toutes précautions utiles afin de préserver la sécurité des informations et notamment d'empêcher qu'elles ne soient déformées, endommagées ou communiquées à des personnes non autorisées.

Le Titulaire s'engage donc à respecter les obligations suivantes et à les faire respecter par son personnel :

- ne prendre aucune copie des documents et supports d'informations qui lui sont confiés, à l'exception de celles nécessaires à l'exécution de la présente Prestation prévue au Marché, l'accord préalable du maître du fichier est nécessaire ;
- ne pas utiliser les documents et informations traités à des fins autres que celles spécifiées au Marché ;
- ne pas divulguer ces documents ou informations à d'autres personnes, qu'il s'agisse de personnes privées ou publiques, physiques ou morales ;
- prendre toutes mesures permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des fichiers informatiques en cours d'exécution du Marché ;
- prendre toutes mesures de sécurité, notamment matérielles, pour assurer la conservation et l'intégrité des documents et informations traités pendant la durée du Marché ;
- et en fin de Marché à procéder à la destruction de tous fichiers manuels ou informatisés stockant les informations saisies.

A ce titre, le Titulaire ne pourra sous-traiter l'exécution des Prestations à une autre société, ni procéder à une cession du Marché sans l'accord écrit préalable de l'Ineris.

L'Ineris se réserve le droit de procéder à toute vérification qui lui paraîtrait utile pour constater le respect des obligations précitées par le Titulaire.

En cas de non-respect des dispositions précitées, la responsabilité du Titulaire peut être également engagée sur la base des dispositions des articles 226-17 et 226-22 du code pénal.

L'Ineris pourra prononcer la résiliation du Marché, sans indemnité en faveur du Titulaire, en cas de violation du secret professionnel ou de non-respect des dispositions précitées.

En cas d'intervention à distance permettant l'accès à distance aux fichiers de l'Ineris, le Titulaire prendra toutes dispositions afin de permettre à l'Ineris d'identifier la provenance de chaque intervention extérieure. A cette fin, le Titulaire s'engage à obtenir l'accord préalable de l'Ineris avant chaque intervention à distance dont elle prendrait l'initiative.

Des registres seront établis sous les responsabilités respectives de l'Ineris et du Titulaire, mentionnant les date et nature détaillées des interventions à distance ainsi que les noms de leurs auteurs.

8.5.5. Contrôle et gestion des autorisations d'accès logique

L'Ineris conservera l'entière maîtrise de la conception et de la mise en œuvre de sa politique de gestion des autorisations d'accès logique aux ressources informatiques (données, fichiers, programmes, transactions...) constitutives des Applications dont il a confié la maintenance au Titulaire. Toutefois, l'Ineris pourra déléguer au Titulaire certaines tâches de mise en œuvre, étant entendu que les tâches ainsi déléguées au Titulaire demeureront soumises au contrôle de l'Ineris par toute méthode qu'il jugera appropriée et dans la limite du respect des engagements contractuels et réglementaires.

A ce titre, l'Ineris se réserve toute faculté de faire évoluer les politiques, règles, méthodes applicables en matière de contrôle et de gestion des autorisations d'accès logique, pour répondre à ses objectifs de maintien et d'amélioration du niveau de protection de ses ressources informatiques. Ces modifications pourront prendre en compte les propositions qui auront été exprimées par le Titulaire dans le cadre de son rôle de conseil.

Lorsqu'elles affecteront les procédures de TMA, ces modifications feront l'objet d'une concertation avec le Titulaire avant décision de mise en œuvre.

Dans le cas où le Titulaire considérerait que les modifications envisagées sont en contradiction avec la bonne exécution de ses obligations contractuelles, il sera fait appel à l'arbitrage du Comité de Pilotage.

Dans les mêmes conditions que ci-dessus, les modifications techniques envisagées par le Titulaire et affectant les mécanismes de sécurité et de contrôle des accès feront l'objet d'une concertation avec l'Ineris avant décision de mise en œuvre. Dans le cas où l'Ineris considérerait ces modifications techniques comme incompatibles avec la bonne application de sa politique de sécurité il sera fait appel à l'arbitrage du Comité de Pilotage.

Dans tous les cas, que les modifications soient à l'initiative de l'Ineris ou à celle du Titulaire, celles-ci doivent avoir pour conséquence un meilleur respect des normes de sécurité de l'Ineris.

De même, l'Ineris assume l'entière responsabilité de l'instruction des demandes d'autorisation d'accès aux ressources informatiques de son Système d'Information en général et des Applications en particulier, quelle que soit l'origine de ces demandes et demeure seul maître de la suite à donner à celles-ci et du choix des méthodes appropriées pour les satisfaire, lorsqu'elles seront jugées fondées. Le Titulaire s'interdit de prendre en compte des demandes d'autorisation d'accès sans instruction expresse de l'Ineris.

Sans préjuger des contrôles qu'effectuera, pour sa part, le Titulaire, dans le cadre de son obligation de résultat, quant au maintien de la sécurité des Applications qui lui est confié, le Titulaire permettra à l'Ineris d'effectuer tous contrôles et audits des référentiels définissant les autorisations d'accès aux Applications.

L'Ineris instruira avec le Titulaire tous les cas de tentative d'intrusion non autorisée sur les Applications directement ou sur le Système d'Information par le biais des Applications, aux fins d'en rechercher les causes et d'y apporter les solutions les plus appropriées. Pour lui permettre d'effectuer ces contrôles et audits dans les meilleures conditions, le Titulaire mettra à la disposition de l'Ineris tous rapports issus du fonctionnement des systèmes de gestion des autorisations d'accès.

L'Ineris définira les valeurs à associer aux paramètres gérant le fonctionnement pratique des systèmes de sécurité, tels que fréquence de renouvellement des mots de passe, nombre autorisé de tentatives d'accès infructueuses.

En tout état de cause, le Titulaire s'engage à mettre en place les mesures de sécurité informatique nécessaires à la continuité de bon fonctionnement des Applications. Ces mesures ont trait à l'identification et à l'authentification des personnes habilitées à administrer chaque serveur ou applicatif ou élément du réseau et notamment les caractéristiques des mots de passe et leur périodicité de changement.

Enfin, dans le cadre des Prestations qui lui sont confiées, le Titulaire s'interdit strictement les actes suivants :

- L'utilisation de comptes génériques d'administrateur ;
- L'utilisation d'outil de prise en main à distance autre que ceux visés dans les documents contractuels ;
- Toute modification de configuration sans log systèmes (l'ensemble des dates, intervenants, actions réalisées doivent être tracés) ;
- La répudiation des logs (les logs doivent être parfaitement fiables et non modifiables).

D'une manière générale toute action sur une Application ayant un impact sur le SI devra générer un log systèmes permettant d'identifier la date de l'action, l'intervenant et la nature de l'action réalisée afin d'en assurer la traçabilité.

8.5.6.Sécurité des Réseaux

Le Titulaire apporte toute garantie concernant l'étanchéité entre les réseaux de l'Ineris et les siens ou ceux de ses autres clients ou ceux des clients des fournisseurs de réseau choisis par le Titulaire, notamment si une extension du réseau de l'Ineris est mise en place dans les locaux du Titulaire pour les besoins du présent Marché. Toute interconnexion doit être approuvée par l'Ineris. En particulier, le Titulaire s'interdit la mise en place d'un réseau d'administration de type VPN, sans le passage obligatoire par une console préalablement identifiée et validée par l'Ineris.

Le Titulaire s'engage à mettre en œuvre un chemin d'accès spécifique à chaque site de l'Ineris afin de ne pas être dépendant de la ligne Ineris intersites.

8.5.7.Conditions d'accès aux Applications et aux données

Le Titulaire mettra en œuvre toutes les mesures requises afin de restreindre l'accès aux Applications et aux données aux seules personnes autorisées ou habilitées à cet effet et ce conformément aux règles définies au point 8.5.5 ci-dessus et au sein du Plan d'Assurance Sécurité.

Le Titulaire s'engage à ne communiquer, ni permettre à quiconque ne disposant d'aucune autorisation ou habilitation à cet effet reçue au préalable de la part de l'Ineris, l'accès aux Applications et aux données.

A ce titre, le Titulaire protégera les mots de passe qui pourront lui être communiqués et informera immédiatement l'Ineris de toute perte ou appropriation desdits mots de passe par une personne non autorisée, dont il aura eu connaissance.

Le Titulaire est entièrement responsable des agissements de son personnel pendant toute la durée du Marché en cas d'usage non autorisé des Applications à des fins autres que la fourniture du Service.

8.5.8.Sauvegarde et restauration des données

La sauvegarde des Applications et des données qu'elles contiennent est assurée par le Titulaire. A cet effet, le Titulaire se conformera aux règles de sauvegarde, conservation et archivage des Applications et des données qu'elles contiennent sur la base des règles et politique de sauvegarde de l'Ineris telles que fournies au Titulaire pendant la Phase de Transition et toute nouvelle version de ces règles que lui communiquera l'Ineris en cours de Marché. Ces règles et politiques seront complétées, mises à jour, mises à la disposition du Titulaire et portées à sa connaissance par l'Ineris. Le Titulaire prendra toutes les mesures permettant, à la suite d'un Incident, la restauration, dans leur intégrité et leur confidentialité, des données et de tout ou partie des Applications

affectées par ledit Incident sur la base des sauvegardes réalisées. Les règles et politique de sauvegarde actualisées et validées par les Parties seront adressées au Titulaire qui les mettra en œuvre dans les plus brefs délais.

La demande de restitution des médias de toute sorte qui ont fait l'objet d'un stockage extérieur sécurisé est de la responsabilité du Titulaire. La restauration des Applications et des données qu'elles contiennent qui lui ont été confiées est de la responsabilité du Titulaire, sous réserve que le média qui lui ait été remis soit exploitable.

Des tests réguliers des supports de sauvegarde devront être faits par le Titulaire, à sa propre initiative, afin de vérifier que ces supports peuvent être techniquement relus (ne sont pas endommagés) et que les données ont été correctement et entièrement sauvegardées.

Article 9. PENALITES

Cet article déroge à l'article 14 du CCAG-TIC.

Indépendamment des préjudices subis, les Parties conviennent de retenir une procédure de pénalités relative, notamment, au respect des Niveaux de Service par le Titulaire, étant précisé que l'application de pénalités ne restreint pas le droit pour l'Ineris de mettre en œuvre la procédure de résiliation prévue à l'Article 28 ci-dessous.

Le non-respect des Niveaux de Service entraînera l'application des pénalités prévues au présent article, à moins que le Titulaire ne rapporte la preuve que l'accomplissement de son obligation a été empêché, sans faute ou négligence de sa part, par la survenance d'une cause étrangère à savoir :

- un cas de force majeure tel que défini à l'Article 24 ci-dessous ;
- tout fait de l'Ineris ayant pour effet d'empêcher ou d'entraver, définitivement, l'accomplissement des obligations du Titulaire ;
- tout fait d'un tiers, à l'exclusion des sous-traitants ou fournisseurs du Titulaire dont le Titulaire assure la supervision ou de tout autre tiers avec lequel le Titulaire aurait conclu un accord en vue de la fourniture du Service à l'Ineris.

Les pénalités ne sont pas une compensation du préjudice pour le défaut de respect des Niveaux de Services contractuels ou des dates de remise des différents Livrables, mais une incitation pour le Titulaire à respecter ceux-ci. Les pénalités ont pour objectif de sanctionner un défaut de qualité de Service du Titulaire impactant la qualité des Services fournis aux Utilisateurs de l'Ineris.

Les pénalités sont applicables de plein droit par l'Ineris du seul fait de la survenance du fait générateur de la pénalité. L'Ineris en informe le Titulaire en Comité de Pilotage en lui précisant le montant des pénalités qu'il entend appliquer et le(s) fait(s) générateur(s) de la (des) pénalité(s) en cause.

En cas de désaccord sur les pénalités applicables, le Titulaire devra dans ce cas présenter ses observations dans un délai de quinze (15) jours calendaires suivant le Comité de pilotage durant lequel l'Ineris l'a informé de son intention d'appliquer la pénalité. A défaut de réponse du Titulaire dans ce délai ou si l'Ineris considère que les observations formulées par le Titulaire dans ce délai ne permettent pas de démontrer que l'accomplissement de son obligation a été empêché, sans faute ou négligence de sa part, par la survenance d'une cause étrangère telle que précisée ci-dessus, la (les) pénalités s'appliquent conformément aux dispositions du Marché.

Dans la mesure du possible, les pénalités sont retenues sur les sommes à devoir au Titulaire.

Si des pénalités sont applicables, celles-ci donneront lieu à l'émission d'un titre de recette par l'agent comptable de l'Ineris et peut entraîner une soustraction du montant de ces pénalités à celui des factures en cours de paiement.

Dans le cas où le non-respect des Niveaux de Service ou des dates de remise des Livrables entraînerait la mise en jeu de la responsabilité du Titulaire sur le fondement de l'Article 25, le montant des pénalités déjà payées à ce titre ne viendra pas en déduction du montant total des dommages et intérêts éventuellement retenus à l'encontre du Titulaire à raison du préjudice subi par l'Ineris.

La liste des indicateurs pénalisables et le mode de calcul des pénalités au titre du présent mécanisme de pénalités figure dans le Cahier des Charges Techniques Particulières (CCTP AC26TMAIDA), y figure notamment le respect du niveau de service sur les tickets (délai de prise en compte + délai de fourniture d'un correctif), le délai de fourniture des comptes-rendus de COSUI, le délai de fourniture des comptes-rendus de COPIL, le respect des délais d'exécution des projets d'évolution.

Dès le début de la Phase de Service Régulier et une fois par trimestre, l'Ineris, à son libre choix, se réserve la possibilité de modifier jusqu'à trente pourcent (30 %) des indicateurs précités susceptibles d'entraîner l'application de pénalités, étant précisé que le nombre total d'indicateurs pénalisables devra rester le même tout au long de la durée du Marché. La demande de modification sera effectuée moyennant un préavis d'un (1) mois si la modification touche moins de 10% des indicateurs, deux (2) mois si elle concerne de 10% à 20% des indicateurs et trois (3) mois si elle concerne plus de 20% des indicateurs.

Sauf accord écrit contraire, les indicateurs révisés ne seront pris en compte dans le système de calcul des pénalités qu'à la fin du mois suivant la modification.

Les pénalités s'appliquent à compter du démarrage de la Phase de service régulier et seront exécutoires jusqu'au terme du Marché (Phase de Réversibilité incluse).

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG-TIC, le montant total des pénalités applicables au titre du Marché est plafonné annuellement à vingt pour cent (20%) du montant annuel hors taxes du chiffre d'affaires généré au titre du Marché.

Le mécanisme de calcul des pénalités applicable en cas de non-respect des exigences de Niveaux de Services est détaillé dans le CCTP.

Les pénalités sont appliquées mensuellement et quel que soit leurs montants dès le premier euro. Par dérogation aux dispositions de l'article 14.1.3 du CCAG TIC, le Titulaire n'est pas exonéré des pénalités dont le montant total ne dépasse pas 1000 €.

Chaque indicateur en défaut sera pénalisé par l'application d'une pénalité forfaitaire de cinq cents (500) euros par occurrence.

En complément à l'article 14 des CCAG de références, et sans préjudice de l'application de sanctions légales, le recours à la sous-traitance, sans acceptation préalable du sous-traitant et sans agrément préalable des conditions de paiement, expose le Titulaire à l'application d'une pénalité de 1 000 euros par cas constaté.

Article 10. EVOLUTIONS – CLAUSE DE REEXAMEN

Les dispositions du présent article s'appliquent aux Evolutions du Service ou des Applications.

10.1. Dispositions générales

En application de l'article R. 2194-1 du code de la commande publique, l'Ineris se réserve la possibilité de modifier le Marché notamment en cas d'évolution technique ou organisationnelle de son SI impactant l'exécution du Marché ou dans les conditions exposées au présent article qui impliquent éventuellement l'ajout de nouvelles Prestations au marché ou le retrait.

La mise en œuvre de cette clause de réexamen peut être initiée à l'initiative de l'Ineris ou sur demande justifiée et suffisamment circonstanciée du Titulaire du Marché, à l'aide d'éléments probants dans les conditions décrites ci-dessous.

Quelle que soit la nature de la modification envisagée et décrite au présent article 10, l'Ineris peut décider de sa prise en compte par décision écrite unilatérale.

Si l'application de la clause de réexamen entraîne une augmentation ou une minoration du volume des Prestations supérieure à +5%/-5%, le montant du Marché est modifié en conséquence. En cas de minoration du montant du Marché, le Titulaire n'a pas droit à être indemnisé, notamment du manque à gagner.

10.2. Evolutions à l'initiative du Titulaire

Sous réserve d'en informer préalablement l'Ineris, le Titulaire pourra procéder à des modifications des configurations et des solutions techniques retenues en ce qui concerne les configurations informatiques, sous réserve du respect des Niveaux de Services définis dans la Convention de Services et de son obligation de sécurité visée à l'article 8.5 ci-dessus, pourvu que ces modifications soient sans conséquence pour l'Ineris et arbitrées dans le cadre du processus de gestion des changements prévus, tant au point de vue technique qu'organisationnel et financier, tout en préservant les possibilités d'Evolution du Service, notamment en termes de techniques et de volumétrie. Le Titulaire devra exposer le contenu, les avantages, inconvénients et limites de cette Evolution, et recueillir l'accord préalable de l'Ineris avant toute mise en œuvre.

Le Titulaire prendra toute mesure d'organisation et de méthode qu'il jugera susceptible de pouvoir contribuer à l'amélioration des conditions de la fourniture du Service, tant sur l'aspect qualité de service que sur l'aspect financier sous réserve de recueillir l'accord préalable de l'Ineris et d'assurer l'évolution du Service en cohérence avec l'évolution de l'activité de l'Ineris et de ne pas provoquer de dégradations dans la fourniture du Service.

Les Evolutions ne seront engagées qu'après acceptation des Parties des conditions de leur mise en œuvre prenant la forme d'un compte-rendu du Comité de Pilotage validé ou, si le Comité Pilotage le juge nécessaire, par signature d'un avenant au présent Marché.

Le Titulaire pourra proposer des évolutions du Plan d'Assurance Qualité qui devront être recettées par l'Ineris, de la façon indiquée ci-dessus.

10.3. Évolutions à l'initiative de l'Ineris

Dans le cadre de l'évolution du Service ou des Applications, l'Ineris pourra demander des Evolutions du périmètre contractuel confié au Titulaire. Cela pourra se traduire par :

- ❖ L'Interruption et/ou suppression de Prestations prévues dans la DPGF ou dans le CCTP de manière temporaire ou définitive en cas de réorganisation de la Prestation décidée par l'Ineris. Les Prestations interrompues définitivement ne donnent lieu à aucun paiement.
- ❖ L'Intégration de nouveaux services ou modifications techniques ou organisationnelles des Prestations, de leur périmètre dans le respect des compétences et des qualifications professionnelles de la société titulaire. En toute hypothèse, le montant global induit par de telles modifications est plafonné à 40% du montant global forfaitaire du Marché.

Les Evolutions dont les conditions financières sont prévues dans le Bordereau de Prix seront automatiquement prises en charge par le Titulaire dès commande par l'Ineris de l'Unité d'œuvre afférente.

Les Evolutions liées à l'ajout de nouveaux types de Services ou au retrait de Services du périmètre du Marché sont traités en Comité de Pilotage et font l'objet si nécessaire d'un avenant au Marché pour leur mise en œuvre.

Les frais d'avant-vente engagés par le Titulaire pour la réalisation des devis liés à la mise en œuvre de nouveaux Services à la demande de l'Ineris ne donnent pas lieu à facturation.

Les moyens mis en œuvre par le Titulaire devront pouvoir évoluer en fonction de la volumétrie et des techniques implémentés et décidés par l'Ineris pendant la durée du Marché dans le respect des Niveaux de Services et des engagements de qualité contractuels.

10.4. Evolution pour circonstances exceptionnelles

En cas d'événement extérieur aux Parties, imprévisible et bouleversant temporairement l'équilibre du Marché (crise sanitaire par exemple, pénuries, hausse des matières premières ou du coût salarial...), une modification des prix peut être envisagée afin d'y remédier. Ces modifications ne sauraient changer la nature globale du Marché et doivent être justifiées par un lien de causalité entre les conséquences de l'évènement rencontré et le besoin de modifier le Marché, ainsi que le caractère strictement nécessaire des modifications apportées au Marché.

Les Parties peuvent décider d'engager une révision exceptionnelle des tarifs du Marché en dehors de la période de révision prévue à l'article 13.2.2. Une telle mesure est notamment applicable en présence de circonstances particulières marquées, notamment, par des augmentations subites, imprévisibles et exceptionnelles dans son ampleur des principaux coûts constitutifs des Services figurant au présent Marché d'une nature telle que l'économie générale du Marché s'en trouve bouleversée. Le Titulaire du Marché apporte la démonstration que l'exécution des Prestations telles que prévues au Marché entraînerait pour lui un surcoût manifestement excessif de nature à engendrer une perte d'exploitation.

Les Parties peuvent déroger provisoirement à la clause butoir. A défaut et à titre exceptionnel, le Titulaire est autorisé à présenter à l'acceptation de l'Ineris des tarifs réévalués selon son propre barème en veillant à produire des éléments suffisamment probants démontrant la réalité des hausses de coûts invoqués. Seuls les prix impactés par les circonstances exceptionnelles sus-évoquées sont concernés par cette revalorisation.

Dans de telles circonstances, les clauses de pénalités prévues au marché peuvent être neutralisées, les délais d'exécution peuvent être revus.

Les modifications apportées au titre du présent article demeurent applicables aussi longtemps qu'elles sont jugées indispensables pour faire face aux circonstances exceptionnelles et permettre la poursuite de l'exécution du Marché.

En cas de cessation des circonstances ayant conduit à une modification du Marché, les Parties s'engagent à revenir aux conditions techniques et/ou financières du Marché antérieurement mises en œuvre. Cela étant, s'il est constaté en cours d'exécution du Marché une baisse ou une disparition des surcoûts ayant fondé la révision exceptionnelle des prix acceptée par l'Ineris, la personne publique est en droit d'exiger un ajustement à la baisse des prix au regard du contexte économique voire à une reprise des conditions économiques antérieurement conclues.

Modalités de mise en œuvre :

La demande doit parvenir à l'Ineris par lettre recommandée avec accusé réception ou par courriel avec accusé de réception.

À compter de la réception par l'Ineris de la proposition de modification, celui-ci dispose d'un délai de trente (30) jours, pour approuver cette proposition, refuser cette proposition ou formuler des observations ou poser des conditions pour la réalisation de cette modification.

Si dans ce délai, l'Ineris n'a pas fait connaître sa réponse, il est réputé avoir refusé la modification. Si l'Ineris émet des observations ou pose des conditions, le Titulaire dispose d'un délai de trente (30) jours, pour tenir compte des observations ou des conditions pour transmettre une proposition modifiée. A réception de cette proposition modifiée, l'Ineris dispose d'un délai de trente (30) jours, pour accepter ou refuser la modification proposée. Le défaut de réponse de la part de l'Ineris vaudra refus de la modification.

10.5. Changement lié au statut du Titulaire

En cas de changement lié au statut du Titulaire, celui-ci doit adresser à l'Ineris dans les plus brefs délais, une lettre recommandée avec accusé de réception en communiquant un extrait du K-bis mentionnant ce changement.

Les changements concernés par la présente clause sont les suivants :

- Changement de dénomination sociale sans création d'une personne morale nouvelle, ni transfert du marché à une autre personne morale ;
- Changement de statut juridique ;
- Changement de références bancaires ;
- Changement d'adresse.

10.6. Changement de personnalité morale du Titulaire en cours d'exécution

En cas de changement de personnalité morale du Titulaire, et avant tout transfert, celui-ci doit en avertir l'Ineris, via courrier recommandé dans les plus brefs délais.

L'Ineris vérifie que le futur Titulaire dispose des capacités techniques, professionnelles et financières nécessaires à l'exécution des prestations et, le cas échéant s'il est en règle avec ses obligations fiscales et sociales. Pour ce faire, le Titulaire doit, au regard des articles R2143-6 à R 2143-10 du Code de la commande publique, produire l'ensemble des pièces justificatives de ses capacités.

Dans le cas où le cessionnaire présente les capacités techniques et financières suffisantes, un avenant de transfert établi par l'Ineris est alors adressé au Titulaire. Dans le cas contraire, l'Ineris peut prononcer la résiliation du marché sans que le Titulaire ne puisse prétendre à aucune indemnité.

Article 11. PILOTAGE

Les Parties reconnaissent que la bonne exécution du Marché nécessite une collaboration particulièrement étroite et permanente entre elles et désignent à cette fin des représentants habilités et organisent des réunions périodiques.

11.1. Les principaux interlocuteurs

En complément et/ou dérogation des dispositions des articles 3.3 et 3.4.1 du CCAG-TIC les Parties conviennent des dispositions suivantes :

Le Titulaire désigne un interlocuteur principal pour le Marché en qualité de responsable technique et commercial, dont la mission principale est la coordination de l'ensemble des Prestations fournies et le contrôle de la qualité de Service (ci-après le « Responsable du Titulaire »). Il est l'interlocuteur privilégié de l'Ineris.

A ce titre, il :

- prend en charge le suivi économique du Marché ;
- est garant du respect des engagements et de la qualité de service (respect des Niveaux de Services notamment) ;
- veille au respect des règles de sécurité ;
- assure la coordination de l'ensemble des Prestations ;
- veille à la qualité opérationnelle du Service ;
- met en œuvre les moyens, garantit leur permanence, les adapte afin de respecter les engagements contractuels et notamment les Niveaux de Services ;
- propose des plans d'amélioration ou d'actions correctives ;
- représente le Titulaire vis-à-vis de l'Ineris et, à ce titre, a autorité pour prendre toutes les décisions opérationnelles courantes ou urgentes.

L'Ineris désigne également un interlocuteur principal pour le Marché (ci-après le « Responsable du Marché ») qui est l'interlocuteur privilégié du Titulaire.

A ce titre, il :

- assure le suivi économique du Marché ;
- s'assure de la bonne exécution des Prestations fournies ;
- représente l'Ineris vis-à-vis du Titulaire et, à ce titre, a autorité pour prendre toutes les décisions opérationnelles courantes et urgentes.

Le Titulaire est libre de nommer un nouveau Responsable du Titulaire sous réserve d'en informer l'Ineris en respectant un préavis d'un (1) mois.

Le Responsable du Marché pourra déléguer, en tout ou partie, ses responsabilités à tout membre du personnel de l'Ineris ayant des compétences dans le domaine de l'informatique et des télécommunications et habilité à prendre des décisions au nom de l'Ineris.

Le Responsable du Titulaire et le Responsable du Marché ont autorité suffisante chacun pour prendre ensemble toutes décisions opérationnelles courantes ainsi que pour les décisions d'urgence. Il est entendu entre les Parties que le Responsable du Titulaire et le Responsable du Marché sont soumis à un engagement de confidentialité tel que prévu à l'Article 21 ci-dessous.

La procédure de prise de décision commune sera définie dans le PAQ.

Chaque Partie indique à l'autre Partie les interlocuteurs supplémentaires pour le cas où il serait impossible de prendre contact en temps utile avec les responsables visés au présent Article. A ce titre, le rôle du Responsable du Titulaire et du Responsable du Marché étant central pour le pilotage du Marché, les personnes en charge de ces fonctions doivent impérativement disposer de suppléant(s) afin de garantir la continuité du service en cas d'indisponibilité, notamment pendant les périodes de congés.

Par ailleurs, les Parties conviennent de mettre en place, au plus tard dans le mois qui suit le début de la Phase de prise en charge un Comité de Pilotage et des comités opérationnels, tels que détaillés ci-dessous.

Ces Comités ne se substituent en aucun cas à la maîtrise d'œuvre du Titulaire sur les Services.

Sous réserve des dispositions de l'Article 11 ci-dessus, leurs décisions ne peuvent modifier le Marché, sauf si elles sont ratifiées par un avenant signé par les représentants des Parties habilités pour ce faire.

Ce dispositif de gouvernance minimum est complété dans les autres documents contractuels en particulier dans le Plan Assurance Qualité une fois celui-ci co-signé des Parties, qui définit de manière détaillée le dispositif de pilotage.

11.2. Comité de pilotage

Le Comité de Pilotage est l'instance de pilotage des Prestations (suivi des marchés de l'accord-cadre et suivi opérationnel), c'est une instance d'arbitrage qui se réunit une fois tous les deux mois.

Sans que cette liste soit limitative, il :

- traite tout différend pouvant apparaître dans le cadre des comités opérationnels ;
- étudie et propose des avenants au Marché ;
- permet l'échange des informations sur les évolutions importantes pouvant avoir des incidences sur la vie du Marché et acte de certaines Evolutions du Marché conformément à l'article 11 ci-dessus ;
- examine le bilan financier annuel établi par le Titulaire ;
- examine le plan financier annuel établi par le Titulaire ;
- examine le bilan annuel des opérations et service établi par le Titulaire ;
- assure le suivi des actions en cours prises en charge au niveau du Comité de Pilotage ;
- Assure la gestion financière du marché : suivre le budget, valider la facturation, acter l'application des pénalités éventuelles ;
- Analyse la qualité des Prestations, suit les Indicateurs, acte des pénalités, étudie les propositions d'actions correctives du Titulaire et décide de leur mise en œuvre ;
- Analyse les faits marquants, prend ou fait adopter et planifier les décisions techniques concernant la résolution des difficultés rencontrées, les évolutions techniques, les priorités des travaux à assurer ;
- Actualise chaque trimestre, le plan prévisionnel des projets majeurs d'évolution, les prévisions de rupture éventuelle du rythme habituel des Changements et les projets d'évolution des logiciels de base, middleware et outils utilisés par l'Ineris ;
- Fait un point RH (entrées, sorties, etc.) ;
- Propose et étudie les évolutions des Plan Assurance Qualité, Plan Assurance Sécurité, Convention de Service et tout autre document contractuel selon les modalités de révisions correspondantes.

Le Comité de Pilotage est composé de représentants de chacune des Parties. Il peut demander la participation de tout intervenant nécessaire, compte tenu de l'ordre du jour, l'autre Partie pouvant s'y opposer notamment pour des raisons de confidentialité. En tout état de cause, tous les participants au Comité de Pilotage, en ce compris les participants "ad hoc", sont soumis à un engagement de confidentialité tel que prévu à l'Article 21 ci-dessous.

Un dossier partagé contenant les tableaux de bord pour le comité de pilotage est établi par le Titulaire, soumis au chef de projet, puis diffusé aux participants cinq jours ouvrés avant le comité de pilotage.

Les tableaux de bord sont de trois types :

- Contractuel, intégrant l'évaluation des niveaux de service faisant l'objet d'un engagement contractuel ;
- Opérationnel, intégrant en particulier l'évaluation des indicateurs de volumétrie permettant d'identifier les actions d'améliorations possibles ;
- Pilotage, intégrant les éléments macroscopiques nécessaires au pilotage de la prestation et notamment les tendances d'évolution des indicateurs majeurs des tableaux de bord contractuels et opérationnels et également les éléments marquants devant faire l'objet d'une décision du comité de pilotage.

Les indicateurs de volumétries incluent obligatoirement les données relatives aux unités d'œuvre. De façon générale, tous les éléments de volumétrie nécessaires à l'établissement d'une facturation détaillée sont d'ores et déjà inclus dans les tableaux de bord contractuels.

Les tableaux de bord contractuels sont analysés lors des comités de pilotage auxquels participe l'interlocuteur contractuel.

Le Titulaire propose des indicateurs permettant de mesurer de manière factuelle la qualité de service et d'identifier des axes de progrès.

La structure du dossier ainsi que les éléments inclus doivent être chaque fois largement identiques afin de faciliter les comparaisons.

Le secrétariat du Comité de Pilotage est assuré par le Responsable du Titulaire qui à ce titre propose l'ordre du jour et le document support à la réunion à l'Ineris au plus tard cinq (5) jours ouvrés avant la réunion, l'Ineris pouvant faire des remarques au plus tard la veille de cette réunion. Le compte rendu est transmis par le Responsable du Titulaire dans un délai de cinq (5) jours ouvrés maximum suivant la réunion. L'Ineris dispose d'un délai de (5) jours ouvrés à compter de la réception du compte-rendu pour approuver ou émettre d'éventuelles réserves. En cas de réserves, le Prestataire émettra un compte rendu modifié sous cinq (5) jours ouvrés. L'Ineris validera avec ou sans réserve cette nouvelle version dans les cinq (5) jours ouvrés de sa réception.

Le CCTP complète les stipulations du présent article relatif au comité de pilotage (COPIL).

11.3. Comités opérationnels

Les comités opérationnels sont les instances de suivi de la réalisation des Prestations.

Sans que cette liste soit limitative, ils :

- Coordonnent et reportent l'exécution des actions techniques menées par le Titulaire et impliquant l'Ineris ;
- S'assurent du bon déroulement des demandes ;
- Mettent en évidence et analysent les dysfonctionnements constatés ;
- Analysent les Indicateurs statistiques et de Niveaux de services établis par le Titulaire ;
- Étudient et proposent des réponses aux questions posées par le Comité de Pilotage ;

- Remontent au Comité de Pilotage toute difficulté ou tout dysfonctionnement dans l'exécution des Services ;
- Remontent au Comité de Pilotage toute proposition, préconisation ou demande d'évolution de Services.

Ils sont composés de représentants de chacune des Parties, chacune pouvant demander la participation de tout intervenant nécessaire, compte tenu de l'ordre du jour, l'autre Partie pouvant s'y opposer notamment pour des raisons de confidentialité. En tout état de cause, tous les participants aux comités opérationnels, en ce compris les participants "ad hoc", sont soumis à un engagement de confidentialité tel que prévu à l'Article 21 ci-dessous.

Le CCTP complète les stipulations du présent article relatif à ces comités opérationnels (COSUI).

Article 12. AUDIT

Le présent article complète les dispositions de l'article 24 du CCAG-TIC.

Les Parties conviennent que l'Ineris pourra faire procéder, à tout moment, au moins une (1) fois tous les douze (12) mois, à ses frais, à condition d'en avoir avisé par écrit le Titulaire en respectant un préavis minimum de quinze jours calendaires, à un audit des conditions d'exécution des Prestations prévues au présent Marché, pendant les heures normales de TMA.

Cet audit pourra être effectué par les soins, au choix de l'Ineris, soit d'un auditeur interne de l'Ineris, soit par un auditeur extérieur qui ne pourra pas être un concurrent du Titulaire soit, d'une équipe composée d'un auditeur interne de l'Ineris et d'un auditeur externe. Les auditeurs devront prendre un engagement formel de confidentialité et de non-divulgateur de toutes les informations du Titulaire dont ils auront connaissance au cours de leur mission et notamment de toutes les caractéristiques des centres de services du Titulaire qu'ils auront à connaître du fait de leur mission. Ils n'auront accès, outre l'environnement logistique des centres et les dispositifs de sécurité, qu'à l'environnement d'exploitation de l'Ineris. Les auditeurs devront se conformer aux procédures de sécurité du Titulaire.

L'audit diligenté par l'Ineris aura notamment pour but de vérifier :

- le niveau de qualité des Prestations,
- le respect du Plan d'Assurance Qualité et des procédures,
- le respect des normes et de l'état de l'art,
- l'environnement logistique des centres de services du Titulaire concourant à la bonne exécution du Marché,
- le niveau de sécurité de l'infrastructure technique du Titulaire utilisée dans le cadre de la Prestation (via des tests d'intrusion, sous réserve que les deux conditions cumulatives suivantes soient remplies : (i) le test d'intrusion devra être réalisé par un prestataire d'audit de la sécurité des systèmes d'information (PASSI) qualifié et (ii) les Parties devront conclure préalablement à la réalisation du test d'intrusion un accord tripartite avec le PASSI précisant a minima la plage d'adresse IP, l'intervalle de temps de réalisation du test, les obligations à la charge du PASSI, telles que engagement de ne pas provoquer de déni de service, obligation de confidentialité, obligation de remise au Prestataire du rapport d'audit (technique et synthèse) et du plan de préconisations proposées...),
- l'application des règles de sécurité mises en œuvre,
- l'exactitude des informations de reporting, notamment celles concernant les Niveaux de services, l'état du parc et celles contribuant à l'application des conditions financières du Marché,

- la documentation nécessaire à la réversibilité afin de vérifier la faisabilité de celle-ci.

Dans le cadre de ces audits, le Titulaire s'engage à coopérer pleinement avec les auditeurs internes à l'Ineris ou dûment mandatés à cet effet et à leur fournir toutes les informations nécessaires.

Les conclusions ou le rapport de l'audit seront gratuitement adressés au Titulaire et feront l'objet d'un examen approfondi dans le cadre du Comité de Pilotage.

Dans le cas où les conclusions d'audit feraient apparaître des manquements substantiels aux obligations incombant au Titulaire dans le cadre du Marché, le Titulaire s'engage à prendre toutes les mesures correctives nécessaires pour y remédier dans un délai de trente (30) jours à compter de la date de notification par l'Ineris du rapport d'audit au Titulaire, sauf décision contraire du Comité de Pilotage. Dans ce cas les frais d'audits seront supportés par le Titulaire sur présentation des justificatifs par l'Ineris.

Les Parties conviennent qu'en tout état de cause les conclusions du rapport d'audit et/ou la mise en œuvre de la procédure d'audit n'exonèrent d'aucune manière le Titulaire ou l'Ineris du respect de ses obligations contractuelles.

Article 13. CONDITIONS ECONOMIQUES ET FINANCIERES

Les prestations objet du marché seront exécutées pour partie par la conclusion de marchés subséquents en application des prix prévus à l'annexe financière (BPU faisant office de référentiel des prix plafonds) et pour partie à bons de commande.

Le Bordereau des Prix Unitaires (BPU) constitue la liste exhaustive des unités d'œuvre et prestations susceptibles d'être commandées et facturées dans le cadre du présent accord-cadre. Toute création de ligne supplémentaire au BPU par le Titulaire, non expressément prévue dans le BPU initial, est interdite sauf validation préalable, écrite et expresse de l'Ineris.

En tout état de cause :

- aucune prestation ne pourra être facturée si elle ne correspond pas à une ligne du BPU validée par l'Ineris ;
- toute ligne ajoutée sans validation préalable sera réputée non écrite et ne pourra donner lieu à aucun paiement.

L'Ineris se réserve le droit de refuser toute création de ligne qu'elle estimerait redondante, non justifiée ou de nature à altérer la comparabilité économique des offres.

Les prix unitaires exprimés en taux journalier moyen (TJM) doivent être cohérents entre profils de qualification équivalente et proportionnés au niveau d'expertise attendu.

L'Ineris se réserve le droit :

- de demander toute justification en cas d'écart significatif entre les TJM proposés ;
- de refuser un devis fondé sur un TJM manifestement disproportionné au regard du profil mobilisé ou des prix du marché.

Aucun dépassement du plafond financier de l'accord-cadre ne pourra résulter d'un usage excessif ou non justifié des TJM.

13.1. Forme et contenu des prix

Les prestations relatives au présent marché sont définies à prix forfaitaires et/ou unitaires, la répartition est précisée ci-dessous et reprise dans l'annexe financière à l'acte d'engagement.

L'ensemble des prix est réputé complet, ils comprennent l'ensemble des frais nécessaires à la réalisation des prestations décrites dans le CCTP, notamment les frais de déplacement et d'hébergement du personnel du Titulaire et ceux mentionnés à l'article 10.1.3 et 10.1.4 du CCAG-TIC.

Le Taux de TVA applicable est celui en vigueur à la date du fait générateur.

Les frais qui naîtraient de l'ajournement ou du rejet des prestations sont à la charge du Titulaire.

Aucune facturation en sus des prix mentionnés dans le bordereau des prix n'est acceptée. Aucun surcoût ne peut être facturé à l'Ineris.

13.1.1. Les prestations à chiffrer de manière forfaitaire

Le candidat précisera dans l'annexe financière à l'acte d'engagement, la composition détaillée du/des forfaits qu'il propose :

Phase de transition / prise en charge :

Concerne toutes les prestations liées à la phase de prise en charge, d'une durée de 60 jours environ, cette phase correspond à la réversibilité entrante. Elle est levée, avec la notification de l'acte d'engagement. Le candidat propose dans l'annexe financière son forfait ferme et forfaitaire de prise en charge, il en détaille la composition (en matière de profils des intervenants, d'activités, d'ateliers, de réunions, planning, jalons et livrables).

Maintenance corrective et adaptative (petites évolutions) :

Le candidat propose cette prestation de manière forfaitaire, les frais de Gouvernance du marché sont partie intégrante du forfait.

Conception et réalisation de projets d'évolutions fonctionnelles et techniques

Le candidat chiffre cette prestation **sur la base d'Unités d'œuvres**.

Celles-ci devront constituer l'ensemble des tâches élémentaires de réalisation d'une prestation d'évolution technique et fonctionnelle ainsi que les activités de gouvernance et être détaillées dans l'annexe financière, à savoir quelles sont les composantes de l'UO en termes de profils, compétences et expérience, périmètre d'activités et d'expertise et volume d'activité.

Le Titulaire est autorisé à utiliser un multiple entier ou une fraction de chacune de ces unités d'œuvre pour établir le devis répondant au besoin exprimé par l'Ineris.

Réversibilité et transfert de compétences :

Cette prestation est subordonnée à la décision de l'Ineris de l'affermir doit être chiffrée au forfait. Elle est notifiée au Titulaire au plus tard dans un délai d'un (1) mois avant la mise en œuvre de cette dernière. Il n'est pas prévu d'indemnité d'attente ni d'indemnité de dédit en cas d'affermissement avec retard ou de non-affermissement

13.2. Révision des prix

Par dérogation à l'article 10.1.1 du CCAG-TIC, les prix sont révisables. La révision sera effectuée après deux années d'exécution, puis annuellement à chaque date anniversaire de sa date de notification.

La formule paramétrique utilisée est la suivante :

$$P1 = (PO) \times (0.30 + 0.70 \times S1/S0)$$

Avec :

P1 = Nouveau prix H.T. révisé au titre de l'année de révision N (après deux années d'exécution)

P0 : prix initial ;

S1 : dernier indice Syntec publié au moment de la demande de révision ;

S0 : indice syntec du mois de dépôt des offres pour la première révision tarifaire et Indice Syntec 0 utilisé lors de la précédente révision tarifaire pour les révisions suivantes ;

13.2.1. Indice(s) utilisé(s) :

L'indice utilisé est l'indice SYNTEC de la fédération Syntec-Ingénierie (<https://www.syntec-ingenierie.fr/>)

En cas de suppression d'indice, le nouvel indice s'appliquera automatiquement ou de fait sans qu'un acte de modification de marché (avenant) ne soit nécessaire.

Le prix révisé, arrondi au 1/1000ème, sera ferme pour la nouvelle année d'exécution des prestations.

13.2.2. Modalités de révision des prix :

La révision n'est pas de droit et ne peut intervenir qu'à la demande du Titulaire et doit être adressée au minimum un (3) mois avant la date anniversaire du présent marché et présentée lors d'un COPIL. Après acceptation de l'Ineris, la révision peut entrer en vigueur.

Si aucune demande de révision n'a été reçue avant la date anniversaire prévue ci-dessus, les prix demeurent inchangés pour la nouvelle période. Toutefois, une demande de révision peut être formulée après cette date mais n'aura d'effet que pour l'avenir et non rétroactivement à compter de l'accord écrit de l'Ineris.

Le Titulaire est tenu de présenter en COPIL sa demande de révision accompagnée

- De la présentation du calcul de la révision et des indices utilisés.
- D'un bordereau des prix actualisé relatif au présent marché.

Dans le cas contraire, la demande sera rejetée.

13.2.3. Clause butoir

Les prix révisés sont applicables après leur validation par l'Ineris. En aucun cas, l'augmentation ne pourra excéder 4% du montant HT de chaque prix d'origine à la première révision ou des prix de la dernière révision aux révisions suivantes. Dans le cas contraire, l'augmentation est ramenée à 4%.

13.3. Remise exceptionnelle

Les prix des prestations figurant sur l'acte d'engagement du marché ou en annexe peuvent évoluer à la baisse dans le cadre de remises exceptionnelles mises en place par le(s) Titulaire(s).

Les remises exceptionnelles s'appliquent à l'ensemble des commandes ayant pour objet une prestation émise dans le cadre du marché.

Article 14. MODALITES DE REGLEMENT

14.1. Financement

Le financement des prestations exécutées au titre du présent marché s'effectue en totalité sur le budget de l'Ineris.

14.2. Avances

Il sera fait application de l'option A de l'article 11.1 du CCAG – TIC.

Conformément à l'article 2391-4 du CCP et au décret n° 2022-1683 du 28 décembre 2022 portant diverses modifications du code de la commande publique, publié au JORF du 29 décembre 2022, une avance de 30% est accordée au Titulaire du marché lorsque celui-ci ou son sous-traitant admis au paiement direct est une petite ou moyenne entreprise mentionnée à l'Article R. 2151-13 du CCP. Pour les entreprises de taille supérieures à la PME, l'Ineris accorde une avance de 20%.

Cette avance sera accordée uniquement sur les prestations au forfait annuel.

Les modalités du remboursement de l'avance sont celles prévues par les dispositions des articles R. 2191-11 et R. 2191-12 du code de la commande publique (CCP), qui permettent au maître d'ouvrage d'imputer le remboursement des avances par précompte sur les sommes dues au Titulaire du marché à titre d'acomptes, de règlement partiel définitif ou de solde.

Cette avance est accordée au Titulaire dans un délai maximum de paiement de 30 jours sauf renonciation expresse. Son remboursement s'effectue dès que le montant des prestations exécutées atteint ou dépasse 65 % du montant initial annuel du marché et s'achève lorsque le montant des prestations exécutées atteint 80 %.

Cette avance est accordée sur la part du forfait ou du bon de commande qui ne fait pas l'objet de sous-traitance donnant lieu à paiement direct.

Conformément aux articles R. 2193-17 et suivants du CCP, une avance est accordée, dans les mêmes conditions, au(x) sous-traitant(s) et co-traitant(s) éventuel(s), dans la limite du montant des prestations qu'il(s) doit(vent) exécuter, sauf indication contraire dans le contrat de sous-traitance ou dans l'acte d'engagement.

Le Titulaire peut toutefois refuser le versement de l'avance. Son refus doit être expressément mentionné dans l'acte d'engagement.

14.3. Acomptes

Le présent marché donne droit au paiement d'acomptes dans les conditions prévues à l'article L2191-4 et R2191-20 à R2191-23 du Code de la commande publique.

Des acomptes pourront être versés selon les modalités particulières prévues dans chaque bon de commande et en application de l'article 11 du CCAG-TIC dès lors que la durée d'exécution des prestations prévues au bon de commande excède trois mois calendaires.

14.4. Echancier de paiement

Les prestations sont réglées à terme échu après remise des livrables et prononciation de la réception de la prestation correspondante.

Toutefois, le Titulaire peut demander le paiement d'acompte trimestriels.

14.4.1. Point de départ du délai global de paiement

Le délai maximal de paiement est de soixante (60) jours à compter de la date de réception de la demande de paiement par l'Ineris, dès lors que celle-ci répond aux stipulations du présent marché, ou à compter de la date d'exécution des prestations, lorsque la date de réception de la demande de paiement est incertaine ou antérieure à cette date.

14.5. Présentation des demandes de paiement

En complément des dispositions de l'article 11.8.1 du CCAG-TIC il est précisé que :

En vertu de l'article L2192-1 et suivants du Code de la Commande Publique, le Titulaire est soumis à l'obligation de déposer et de transmettre ses factures sous format dématérialisé sur le portail Chorus Pro (<https://chorus-pro.gouv.fr/>)

L'Ineris sera en droit de rejeter toute facture reçue par la poste ou par tout autre moyen que la solution Chorus Portail Pro (CPP).

CPP est accessible à l'adresse suivante :

<https://chorus-pro.gouv.fr/>

Pour déclarer les factures en ligne :

Après s'être enregistré sur CPP, avec son numéro de SIRET, le Titulaire pourra déclarer les factures en identifiant le client Ineris par son SIRET (SIRET Ineris : 38198492100019) et par le numéro d'engagement correspondant au numéro du marché Ineris qui sera communiqué au Titulaire sous le format suivant n° de contrat AC26TMAIDA, en page de garde de l'acte d'engagement.

La demande de paiement comprend l'ensemble des éléments prévus à l'article 11.3 du CCAG-TIC en vigueur à la date de conclusion du marché.

Toute facture non conforme sera renvoyée à l'émetteur. Le délai de paiement sera suspendu jusqu'à réception de la facture dûment rectifiée et conforme.

14.5.1. Répartition des paiements en cas de co-traitance

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

14.5.2. Répartition des paiements en cas de sous-traitance

En cas de sous-traitance, les prix des prestations sous-traitées figureront dans les actes spéciaux de sous-traitance (DC4) et seront déduits du prix de règlement au Titulaire.

14.5.3. Modalités de paiement direct des sous-traitants

Pour les sous-traitants, le Titulaire joint en double exemplaire au projet de décompte une attestation indiquant la somme à régler par l'Ineris à chaque sous-traitant concerné ; cette somme inclut la T.V.A.

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement au Titulaire.

Cette demande de paiement, revêtue de l'acceptation du Titulaire du marché, est transmise par ce dernier à l'Ineris.

L'Ineris avise le sous-traitant de la date de réception de la demande de paiement envoyée par le Titulaire et lui indique les sommes dont le paiement à son profit est accepté par ce dernier.

Dans le cas où le Titulaire n'aurait ni opposé un refus motivé à la demande de paiement du sous-traitant, ni transmis celle-ci à l'Ineris, dans un délai de quinze jours à compter de sa réception, le sous-traitant envoie directement sa demande à l'Ineris par lettre recommandée avec avis de réception postale ou la lui remet contre récépissé dûment daté ou inscrit sur un registre tenu à cet effet.

L'Ineris met aussitôt en demeure le Titulaire, par lettre recommandée avec avis de réception postal, de lui faire la preuve dans un délai de quinze jours à compter de la réception de cette lettre, qu'il a opposé un refus motivé à son sous-traitant.

Dès réception de l'avis, le pouvoir adjudicateur informe le sous-traitant de la date de cette mise en demeure.

A l'expiration du délai prévu à l'alinéa précédent, au cas où le Titulaire ne serait pas en mesure d'apporter cette preuve, l'Ineris, paierait les sommes dues au sous-traitant dans un délai maximum de 60 jours.

14.5.4. Cession de créance

En cas de cession de créance par le Titulaire, et par le biais d'un certificat de cessibilité, la cession ne sera opposable que si elle est notifiée à l'Agent Comptable (Ineris – Agence Comptable - BP N°2 - 60550 – Verneuil-en-Halatte. Aux termes de l'article 37 du décret N°2012-1246 du 7 novembre 2013 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique, « toutes oppositions ou autres significations ayant pour objet d'empêcher un paiement doivent être faites entre les mains du comptable public assignataire de la dépense ».

14.5.5. Intérêts moratoires

En application de la loi n° 2013-100 du 28 janvier 2013 et de ses décrets d'application, lorsque les sommes dues en principal ne sont pas mises en paiement à l'échéance prévue au contrat ou à l'expiration du délai de paiement, le Titulaire a droit, sans qu'il ait à les demander, au versement des intérêts moratoires et de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Les intérêts moratoires courent à compter du jour suivant l'échéance prévue au contrat ou à l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse.

En cas de désaccord sur le montant d'un acompte ou du solde, le paiement est effectué dans les délais fixés à l'article 1er sur la base provisoire des sommes admises par l'Ineris. Lorsque les sommes ainsi payées sont inférieures à celles qui sont finalement dues au créancier, celui-ci a droit à des intérêts moratoires calculés sur la différence. Par ailleurs, dans pareil cas de figure, en application de la loi du 28 janvier 2013 et du décret du 29 mars 2013, une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement (montant fixé à 40€) sera due de plein droit et sans autre formalité (c'est-à-dire sans que le bénéficiaire soit tenu de la demander) à compter du jour suivant l'expiration du délai de paiement. Les intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement sont payés dans un délai de quarante-cinq jours suivant la mise en paiement du principal.

Article 15. SOUS-TRAITANCE

Le Titulaire pourra, le cas échéant, recourir à des entreprises intervenantes pour l'exécution du présent marché et dans cette hypothèse, en demandera préalablement l'autorisation par écrit, à l'Ineris.

Le Titulaire restera, en tout état de cause, le seul responsable de l'exécution du marché et s'engage à faire respecter par ses sous-traitants toutes les obligations au titre du présent marché. Il est précisé que la sous-traitance totale du marché est interdite.

Les conditions d'agrément des sous-traitants sont celles prévues par le Code de la commande publique.

La demande d'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement de chaque contrat de sous-traitance devront être adressés à l'Ineris (à la personne en charge du suivi de l'exécution du marché) au plus tard 20 jours calendaires précédents l'intervention prévue du sous-traitant.

En vue d'obtenir cette acceptation et cet agrément, le candidat remet avec son offre un formulaire DC4 de déclaration de sous-traitance. Les conditions de paiement prévues par le projet

de contrat de sous-traitance, la date d'établissement des prix et le régime des avances, les réfections, les pénalités, toutes ces conditions ne pourront pas déroger aux conditions prévues au présent CCAP.

Sanctions légales :

Sans préjudice de l'application de sanctions légales, le recours à la sous-traitance, sans acceptation préalable du sous-traitant et sans agrément préalable des conditions de paiement, expose le Titulaire à l'application de pénalités prévues au présent CCAP.

Il en est de même si le Titulaire du marché a fourni en connaissance de cause des renseignements inexacts à l'appui de sa demande.

L'application des pénalités ne fait pas obstacle à la résiliation de plein droit du marché et à l'octroi de dommages et intérêts au titre du préjudice subi.

Article 16. CONCLUSION DES MARCHES SUBSEQUENTS

16.1. Pièces contractuelles

Les pièces contractuelles des marchés subséquents sont les suivantes, par ordre de priorité décroissante :

Les bons de commande émis dans le cadre du marché subséquent ;

Le cahier des clauses techniques ou l'expression du besoin du marché subséquent ;

L'acte d'engagement de l'accord-cadre et ses annexes, dont l'annexe financière ;

Les dispositions administratives de l'accord-cadre ;

Le cahier des clauses techniques de l'accord-cadre valant Cahier des Clauses techniques Particulières ;

L'offre technique du Titulaire à l'accord-cadre ;

L'offre du Titulaire au marché subséquent.

L'offre technique du Titulaire, avec notamment tout élément fonctionnel, technique, de services, ou tout élément de mise en œuvre, de réversibilité (...) non détaillé, ou partiellement, dans le cadre de réponse de l'accord-cadre est précisé dans les marchés subséquents.

16.2. Durée

La durée de chaque marché subséquent est précisée dans les documents de la consultation de ces marchés.

La durée d'exécution des marchés subséquents ne peut excéder une période de douze (12) mois au-delà de la date limite de validité de cet accord-cadre.

La conclusion des marchés subséquents ne peut se faire que pendant la durée de validité de l'accord-cadre.

16.3. Forme des marchés subséquents

Les prix et la forme des marchés subséquents sont indiqués dans les documents particuliers de chaque marché subséquent.

Les marchés subséquents sont conclus :

- Soit sous la forme d'un marché exécuté à prix forfaitaire ;

- Soit sous forme d'un accord-cadre exécuté pour partie à prix forfaitaire et pour partie à bons de commande.

Les unités d'œuvre des marchés subséquents sont celles définies au stade de l'accord-cadre.

16.4. Montant

Les marchés subséquents sont susceptibles de fixer des montants minimum et maximum. Ceux-ci sont alors précisés dans les pièces constitutives des marchés subséquents.

16.5. Prix

Les prix des marchés subséquents sont fermes et définitifs. Ces prix sont nécessairement inférieurs ou égaux aux prix plafonds déterminés dans l'accord-cadre.

Les prix comprennent également l'ensemble des frais nécessaires à la réalisation des prestations décrites dans le CCTP, notamment les frais de déplacement et d'hébergement du personnel du titulaire et ceux mentionnés à l'article 10.1.3 et 10.1.4 du CCAG/TIC.

Le taux de TVA applicable est celui en vigueur à la date du fait générateur.

Les frais qui naîtraient de l'ajournement ou du rejet des prestations sont à la charge du Titulaire.

Aucune facturation en sus des prix mentionnés dans le bordereau des prix n'est acceptée. Aucun surcoût ne peut être facturé à l'Ineris.

Les prix sont révisables dans les conditions précisées à l'article 13.2 du présent document.

Le prix unitaire ne peut être supérieur au prix plafond indiqué par le titulaire dans le bordereau des prix de l'accord-cadre.

16.6. Modalités de passation

Pendant la durée de validité de l'accord-cadre, les marchés subséquents sont attribués lors de la survenance du besoin.

Pendant toute la durée de validité de l'accord-cadre, des marchés subséquents sont ainsi conclus sur la base du présent accord-cadre. Ils sont attribués après consultation et remise d'un chiffrage du titulaire de l'accord-cadre.

Le Titulaire a une obligation générale de répondre lors de la demande de chiffrage des marchés subséquents. Le Titulaire de l'accord-cadre s'engage à faire des offres régulières, acceptables et appropriées lorsqu'il est sollicité pour un marché subséquent.

16.7. Invitation à soumissionner

Cette remise consultation se fait par l'envoi au titulaire d'une lettre d'invitation à participer à la consultation.

A cette invitation est annexé le cahier des charges du marché subséquent comportant a minima les éléments suivants :

- Le nom et les coordonnées de la personne qui procède à la demande
- Les prestations à réaliser.
- La date limite de réception de l'offre et l'adresse de son dépôt.
- La durée de validité de l'offre.

Les lettres d'invitation sont transmises soit par mail, soit via la plateforme de dématérialisation accompagnées du dossier de consultation.

L'adresse mail est celle communiquée dans le cadre de réponse technique. Tout changement de coordonné doit être signalé.

16.8. Remise des offres

Le délai de remise de l'offre est défini dans chaque dossier de consultation relatif à chaque marché subséquent.

Le Titulaire est tenu de respecter le délai de réponse précisé et de remettre une proposition technique et une offre de prix.

Les prix proposés par le Titulaire de l'accord-cadre pour les marchés subséquents ne peuvent pas être supérieurs aux prix plafonds figurant dans le bordereau des prix.

16.9. Signature

Avant tout début d'exécution, l'attribution du marché subséquent est confirmée par l'Ineris par l'envoi d'un bon de commande.

16.10. Délais d'exécution

L'exécution des prestations est déclenchée par la réception du bon de commande ; Les délais d'exécution sont fixés dans les pièces constitutives du marché subséquent.

Article 17. PARTIE EXECUTEE A BONS DE COMMANDE

La partie de l'accord-cadre qui fixe toutes les stipulations contractuelles est exécutée au fur et à mesure de la survenance du besoin par l'émission de bons de commande sur la base du montant forfaitaire défini au BPU de l'accord-cadre.

Les bons de commande Ineris font apparaître les éléments suivants :

a) Contenu

- La référence de l'accord-cadre ;
- La désignation du bon de commande ;
- La référence, désignation et quantité des prestations commandées ;
- Le cas échéant, les documents contractuels spécifiques au bon de commande ;
- Le montant forfaitaire et ferme associé au bon de commande ;
- Les délais d'exécution contractuels ;
- La liste éventuelle des livrables attendus.

b) Notification observations

Les bons de commande sont notifiés par l'Ineris au Titulaire.

Lorsque le Titulaire estime que les prescriptions d'un bon de commande qui lui est notifié appellent des observations de sa part, il doit les notifier au signataire du bon de commande concerné dans un délai de quinze (15) jours à compter de la date de réception du bon de commande, sous peine de forclusion.

Le Titulaire se conforme aux bons de commande qui lui sont notifiés, que ceux-ci aient ou non fait l'objet d'observations de sa part.

En cas de cotraitance, les bons de commande sont adressés au mandataire du groupement, qui a seule compétence pour formuler des observations à l'Ineris.

c) Durée d'exécution des prestations sur bon de commande

Les bons de commandes peuvent être passés jusqu'au dernier jour de validité de l'accord cadre. Leur durée maximale ne pourra pas excéder de plus de 12 mois la fin de validité du même accord cadre.

Article 18. OPERATION DE VERIFICATION

Les opérations d'installation et de vérification des prestations comprennent trois étapes que sont la mise en ordre de marche, la vérification d'aptitude et la vérification de service régulier qui s'effectuent conformément aux modalités suivantes :

18.1. Mise en ordre de marche MOM

Par dérogation à l'article 29 du CCAG-TIC, le Titulaire dispose de trois (3) mois à compter de la date de livraison pour effectuer la mise en ordre de marche des matériels ou logiciels.

18.2. Vérification d'aptitude VA

La vérification d'aptitude a pour but de constater que les prestations livrées ou exécutées présentent les caractéristiques techniques qui les rendent aptes à remplir les fonctions précisées dans le cahier des charges.

Par dérogation à l'article 33.2.1 du CCAG-TIC, le délai imparti au pouvoir adjudicateur pour procéder à la vérification d'aptitude et notifier sa décision est de 3 mois à compter de la date de notification du procès-verbal de mise en ordre de marche des matériels ou logiciels. A l'issue de cette période, si la vérification d'aptitude est négative, le pouvoir adjudicateur prend une décision d'ajournement ou de rejet conformément aux stipulations de l'article 33 du CCAG-TIC. Si la vérification d'aptitude est positive, il est procédé à la vérification de service régulier.

18.3. Vérification de Service Régulier VSR

La vérification de service régulier a pour but de constater que les prestations fournies sont capables d'assurer un service régulier dans les conditions normales d'exploitation pour remplir les fonctions visées.

La durée des opérations de vérifications de service régulier est de trois (3) mois. Le service est réputé régulier si la durée cumulée sur cette période des indisponibilités imputables à chaque élément de matériel ne dépasse par 2% de la durée d'utilisation effective.

Le pouvoir adjudicateur dispose d'un délai de sept (7) jours pour notifier par écrit au Titulaire sa décision de vérification de service régulier.

Par dérogation à l'article 34.1 du CCAG-TIC, à l'issue des opérations de vérification, l'Ineris prend, dans le délai prévu dans chaque marché subséquent, une décision d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet.

Article 19. ADMISSION, AJOURNEMENT, REFACTION ET REJET

Par dérogation aux dispositions des articles 33 et 34 du CCAG les dispositions suivantes sont applicables au Marché :

Sauf dispositions spécifiques contraires prévues dans le PAQ ou la Convention de services validés par les Parties, il n'y a **pas d'admission tacite des Prestations**, toute décision d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet donne nécessairement lieu à un acte positif de l'Ineris notifiant sa décision.

Par dérogation aux dispositions de l'article 34.1 du CCAG et sous réserve de dispositions spécifiques contraires prévues dans le PAQ ou la Convention de services validés par les Parties, l'admission prend effet à la date de notification **expresse** au Titulaire de la décision d'admission.

Par dérogation aux dispositions de l'article 34.2.1 du CCAG, lorsque l'Ineris estime que des Prestations ne peuvent être admises que moyennant certaines mises au point, il peut décider d'ajourner l'admission des Prestations par une décision motivée. Cette décision invite le Titulaire

à présenter, à nouveau, à l’Ineris, les Prestations mises au point et le délai accordé pour cette mise au point qui devra être compatible avec les Niveaux de services contractuels.

Le Titulaire doit faire connaître son acceptation dans un délai de **5 jours**, à compter de la notification de la décision d’ajournement. En cas de refus du Titulaire ou de silence gardé par lui durant ce délai, l’Ineris a le choix de prononcer l’admission des prestations avec réfaction ou de les rejeter, dans les conditions fixées aux articles 34.3 et 34.4 du CCAG-TIC dans un délai de quinze jours, courant de la notification du refus du Titulaire ou de l’expiration du délai de **5 jours** ci-dessus mentionné.

Le silence gardé par l’Ineris au-delà de ce délai de quinze jours vaut décision de rejet des Prestations.

19.1. Garantie

Par dérogation à l’article 36 du CCAG-TIC, les prestations du présent marché font l’objet d’une garantie minimale de :

- **Six (6) mois pour les livrables des prestations de maintenance évolutive**
- **Six (6) mois pour les livrables des prestations de maintenance corrective (*)**

(*) Hors correctif d’un élément ou livrable sous garantie.

Le point de départ du délai de garantie est la date de notification de la décision d’admission.

Au titre de cette garantie, le Titulaire s’oblige à remettre en état ou à remplacer à ses frais la partie de la prestation qui serait reconnue défectueuse, exception faite du cas où la défectuosité serait imputable à l’Ineris.

Cette garantie couvre également les frais de déplacement de personnel, de conditionnement, d’emballage et de transport de matériel nécessités par la remise en état ou le remplacement, qu’il soit procédé à ces opérations au lieu d’utilisation de la prestation ou que le Titulaire ait obtenu que la fourniture soit renvoyée à cette fin dans ses locaux.

Le délai dont dispose le Titulaire pour effectuer une mise au point ou une réparation qui lui est demandée est fixé par les documents particuliers du marché (CDC ou bon de commande et leurs annexes) ou, à défaut, par décision du Ineris après consultation du Titulaire.

Pendant le délai de garantie, le Titulaire doit exécuter les réparations qui lui sont prescrites par l’Ineris. Il peut en demander le règlement s’il justifie que la mise en jeu de la garantie n’est pas fondée.

Si, à l’expiration du délai de garantie, le Titulaire n’a pas procédé aux remises en état prescrites, ce délai est prolongé jusqu’à l’exécution complète des remises en état.

Article 20. REVERSIBILITE

En complément et/ou dérogations des Dispositions de l’article 42 du CCAG-TIC, les Parties retiennent les dispositions suivantes.

20.1. Devoir de réversibilité

20.1.1. Garantie de réversibilité

Le Titulaire assure la réversibilité de l'externalisation des Prestations informatiques afin de permettre à l'Ineris de reprendre sans difficulté, ou de faire reprendre par un tiers désigné par lui, la fourniture des Prestations informatiques fournies par le Titulaire à l'Ineris et, ce dans les meilleures conditions.

Pour ce faire, le Titulaire, sauf accord préalable et écrit de l'Ineris, ne met en œuvre que des matériels et des logiciels respectant les règles suivantes :

- versions des logiciels de base maintenues au moins encore un an par les éditeurs ;
- solutions largement diffusées tant en France qu'à l'étranger ;
- solutions non spécifiques et conformes aux règles de l'art ;
- solutions facilement portables, c'est-à-dire qu'elles doivent pouvoir être transférées, à fonctionnalités identiques, sur un autre site informatique d'infogérance conforme à l'état de l'art sans nécessité de modifier sensiblement, ni l'environnement technique informatique de l'Ineris, ni les procédures d'exploitation.

Le respect par le Titulaire des obligations ci-dessus peut faire l'objet d'un audit conformément aux dispositions de l'Article 12.

20.2. Principes Généraux de la réversibilité

a) En cas de cessation ou de résiliation totale ou partielle du Marché, pour quelque cause que ce soit, le Titulaire s'engage, dans les conditions ci-après, à assurer la réversibilité du Service afin de permettre à l'Ineris de reprendre ou de faire reprendre par un tiers désigné par l'Ineris la fourniture du Service et ce, dans les meilleures conditions et sans discontinuité du Service.

Les principes ci-dessous s'appliquent indifféremment selon que la mise en œuvre des opérations de réversibilité résulte de l'expiration ou de la résiliation totale ou partielle du Marché pour quelque cause que ce soit.

En cas de résiliation partielle du Marché les opérations de réversibilité s'opéreront sur les Services faisant l'objet de la résiliation partielle, les Services non résiliés continuant à être opérés normalement conformément aux dispositions en œuvre au titre de la Phase de service régulier.

Dans le cadre du processus de Réversibilité, le Titulaire fournit à l'Ineris ou à tout prestataire tiers désigné par celui-ci toute l'assistance et les informations nécessaires dans le cadre d'une phase dite de restitution de la connaissance et de la responsabilité opérationnelle.

A l'issue de cette phase, tous les éléments des Applications, les fichiers et les documents opérationnels propriété de l'Ineris, seront restitués.

Tous les éléments à restituer avant la fin de cette phase devront l'être dans les meilleurs délais.

Au cours de la période de Réversibilité, le Titulaire assurera les activités qui lui sont attribuées dans le cadre de la transition avec les équipes qui reprendront le Service et transférera les connaissances opérationnelles auxdites équipes concernant les services rendus.

b) Pendant la Phase de Réversibilité et jusqu'à la date effective de basculement de la totalité des Prestations ayant donné lieu à réversibilité à l'Ineris ou au prestataire tiers désigné par l'Ineris, le Titulaire s'engage :

i) à assurer la continuité du Service selon les conditions et modalités qui sont définies au Marché dont l'ensemble des documents contractuels, les pénalités restant notamment applicables pendant cette phase. Les Prestations continuent à faire l'objet de la facturation et des règlements jusqu'à cette date, selon les modalités prévues au Marché.

ii) à maintenir le personnel nécessaire à la bonne exécution du Marché, tant en nombre qu'en qualité.

iii) à réaliser les opérations inhérentes à la réversibilité selon les modalités définies au Plan de Réversibilité visé à l'Article 19.3 ci-dessous et payées selon les termes de l'Article 19.5.

iv) à communiquer les informations nécessaires à l'Ineris ou à tout prestataire tiers désigné par l'Ineris pour lui permettre de poursuivre les Prestations pour lesquelles la réversibilité est déclenchée.

c) Durant la Phase de Réversibilité, le Titulaire ne pourra en aucune façon modifier ou réduire les Prestations faisant l'objet de la réversibilité et obligations à sa charge.

Le Titulaire s'engage à collaborer loyalement avec l'Ineris ou la société qui assurera la reprise du Service.

20.3. Plan de Réversibilité

Le Titulaire s'engage à maintenir un état permanent de réversibilité tout au long de l'exécution du marché.

Le Plan de Réversibilité est :

- élaboré dès la phase d'initialisation ;
- mis à jour a minima une fois par an ;
- présenté et validé en comité de pilotage.

Toute évolution significative de l'architecture, des outils ou des processus donne lieu à une mise à jour immédiate du Plan de Réversibilité

a) Les opérations liées à la préparation et à la mise en œuvre de la Phase de Réversibilité sont décrites dans le Plan de Réversibilité, dont une première version sera livrée par le Titulaire dans les six premiers mois du Marché et qui sera périodiquement mise à jour tout au long de la durée du Marché, et au minimum une (1) fois par année contractuelle à chaque date anniversaire du présent Marché.

Le Comité de pilotage est responsable de la mise à jour de ce plan. Toute mise à jour devra être signée par l'Ineris avant application.

Le Plan de Réversibilité tiendra à jour la liste des Applications, ainsi que de toute application, matériel, infrastructure, logiciel composant le SI avec lequel une Application interagit et des contrats, procédures du Titulaire dédiés à la fourniture du Service et nécessaires à la reprise par l'Ineris ou par tout prestataire qu'il désignera pour la TMA. La mise à jour du Plan de Réversibilité prendra également en compte les évolutions du périmètre du Marché.

Lors de la mise en œuvre des opérations de réversibilité, l'Ineris aura la possibilité d'acquérir les matériels dédiés, obtenir le transfert des contrats et des logiciels susvisés à des conditions à convenir entre les Parties et sous réserve de l'accord des tiers concernés. Il est d'ores et déjà entendu entre les Parties que la réversibilité pourra, à la demande de l'Ineris, s'effectuer en tout ou partie dans les centres de service du Titulaire.

A la date de notification de la cessation partielle ou totale du Marché ou à l'arrivée du terme, le Titulaire dispose d'un délai d'un (1) mois pour mettre à jour le Plan de Réversibilité et l'Ineris dispose d'un (1) mois à compter de la remise du Plan de Réversibilité par le Titulaire pour approuver celui-ci. Il est entendu entre les Parties, que le Titulaire devra mettre en œuvre tous les moyens nécessaires pour que la Phase de Réversibilité ne dure pas plus de trois (3) mois, dans les conditions prévues par le Plan de Réversibilité. Le Plan de Réversibilité devra prévoir que le prestataire entrant puisse accéder au centre de services du Titulaire, dans des conditions à déterminer, et que les opérations de réversibilité se dérouleront dans le cadre d'un transfert de responsabilité progressif du Titulaire vers le prestataire entrant. Une fois le Plan de Réversibilité accepté par écrit par l'Ineris, les Parties pourront mettre en œuvre ses dispositions.

b) Le Plan de Réversibilité reprend notamment les obligations suivantes à la charge du Titulaire :

i) informer systématiquement l'Ineris de toute modification pouvant avoir une incidence sur la réversibilité et sur la continuité du Service,

ii) faire ses meilleurs efforts pour faire figurer dans tous les contrats qu'il serait amené à souscrire pour les besoins spécifiques de l'exécution du Marché, une clause mentionnant la possibilité de transfert desdits contrats à l'Ineris ou à tout prestataire du choix de l'Ineris. Si cette clause n'est pas acceptée par un fournisseur, la responsabilité du Titulaire ne pourra pas être mise en œuvre, le Titulaire s'engageant à en informer l'Ineris et à en discuter avec lui préalablement à toute action, afin de se concerter sur les dispositions à prendre en conséquence,

iii) restituer à l'Ineris, avant la date de prise d'effet de la fin du Marché lorsque cette date est connue ou au jour de la prise d'effet lorsque celle-ci est inopinée, l'intégralité des fichiers de l'Ineris et tous les éléments composant le Système d'Information en sa possession et appartenant à l'Ineris et n'en conservera aucune copie sauf pour archivage rendu obligatoire à des fins probatoires ou comptables. A ce titre, le Titulaire renonce à tout droit de rétention. Le Titulaire tiendra à jour les dossiers techniques et de TMA, les remettra dans les mêmes conditions que ci-dessus à l'Ineris et s'engage à répondre à toutes les questions relatives auxdits dossiers dans le cadre des dispositions ci-après relatives à l'assistance à l'issue de la Phase de Réversibilité,

iv) à procéder avec l'Ineris, à la demande de celui-ci, une (1) fois par an, à une date définie d'un commun accord, à une simulation selon les modalités du Plan de Réversibilité, de sorte qu'en cas de réversibilité imprévue, celle-ci puisse se faire dans les meilleures conditions.

d) Dans la mesure où l'Ineris ne disposerait pas déjà des droits nécessaires pour les logiciels utilisés par le Titulaire pour les besoins du Marché et dont il a obtenu les droits auprès de tiers, le Titulaire s'engage à déployer des efforts raisonnables afin de permettre à l'Ineris de poursuivre l'utilisation de ces logiciels aux conditions financières habituellement pratiquées par le tiers précité.

20.4. Test de Réversibilité à blanc

Afin de s'assurer du caractère opérationnel et effectif de la réversibilité, l'Ineris se réserve le droit de demander au Titulaire la réalisation d'un test de réversibilité à blanc.

Ce test pourra être déclenché à tout moment en cours d'exécution du marché, et au maximum une fois par période contractuelle de douze (12) mois.

Le test de réversibilité a notamment pour objet de vérifier :

- la complétude, l’actualisation et l’exploitabilité du Plan de Réversibilité ;
- la disponibilité et la conformité des livrables de réversibilité ;
- la capacité effective à reprendre ou transférer les prestations dans des conditions normales de continuité de service.

Le test est réalisé sur la base du Plan de Réversibilité en vigueur, selon des modalités définies par l’Ineris et précisées au Titulaire lors de la demande de test.

La réalisation du test de réversibilité ne donne lieu à aucune facturation supplémentaire.

Tout écart significatif constaté lors du test devra faire l’objet de mesures correctives à la charge exclusive du Titulaire, dans un délai fixé par l’Ineris.

Les enseignements des tests de réversibilité sont présentés en comité de pilotage et donnent lieu, le cas échéant, à un plan d’actions correctives validé par l’Ineris.

20.5. Assistance technique à l’issue de la Phase de Réversibilité

Le Titulaire s'engage, sur une période de douze (12) mois à compter de la fin du Marché, à répondre à toute demande d'assistance technique, même ponctuelle, formulée par l’Ineris ou par le prestataire tiers désigné par celui-ci, avec une réactivité adaptée aux besoins exprimés, dans les conditions qui seront décrites dans un contrat d’assistance technique que les Parties pourront conclure après l’expiration du Marché.

Les Prestations correspondant à la Phase d'assistance à l’issue de la Phase de Réversibilité seront facturées par le Titulaire sur la base des tarifs détaillés en Annexe 1 de l’Acte d’engagement « DPGF ».

20.6. Conditions Financières de la Réversibilité

a) L’ensemble des Prestations relatives à la réversibilité, à l'exception des prestations liées au maintien de l'état permanent de réversibilité des prestations, seront facturées conformément aux dispositions de l'Annexe 1 de l’Acte d’engagement « DPGF ». Les prestations liées au maintien de l'état permanent de réversibilité des prestations sont incluses dans le prix de services récurrents.

Par exception à l'alinéa précédent, en cas de résiliation du Marché pour une faute imputable au Titulaire en application de l'article 28 ci-dessous, le coût de la réversibilité ne donnera lieu à aucune facturation. Il sera intégralement pris en charge par le Titulaire.

b) Le coût de la réversibilité couvre l'ensemble des Prestations nécessaires à la mise en œuvre de la réversibilité et notamment les Prestations nécessaires pour :

- i) effectuer les transferts à l’Ineris ou au prestataire tiers des matériels achetés ou loués par le Titulaire et préalablement acceptés par l’Ineris pour exécuter le présent Marché, dans les conditions convenues entre les Parties conformément à l’article 19.3 ci-avant,
- ii) effectuer les transferts à l’Ineris de l’intégralité des droits de propriété intellectuelle nécessaires aux Prestations objet du présent Marché et qui auraient été développés ou acquis par le Titulaire,
- iii) dispenser le transfert de connaissances aux nouvelles équipes techniques compétentes chargées d'assurer la poursuite de l'exploitation.

Ne donnent pas lieu à facturation au titre de la Phase de Réversibilité :

- i) les Prestations qui concourent à la poursuite du Service pendant la Phase de Réversibilité, lesquelles restent facturées selon le « DPGF » (Annexe 1),
- ii) le transfert de connaissance assuré sur le terrain par le Titulaire à la nouvelle équipe technique, dans le cadre d'un fonctionnement en double avec le prestataire tiers ou l'Ineris reprenant la TMA des Applications de l'Ineris, pendant la Phase de Réversibilité,
- iii) la transmission des outils de diagnostics développés par le Titulaire pour les besoins spécifiques de l'Ineris.

20.7. Livrables obligatoires de réversibilité

La réversibilité comprend a minima la remise des livrables suivants :

- l'intégralité des codes sources, historiques et scripts ;
- la documentation technique et d'exploitation à jour ;
- les procédures d'installation, de déploiement et de supervision ;
- la documentation de sécurité et de gestion des accès ;
- les référentiels d'architecture et de configuration ;
- les supports de formation et de transfert de connaissances.

La non-remise ou la remise partielle de ces éléments constitue un manquement contractuel grave.

20.8. Destruction des données

Au terme de l'exécution du marché ou en cas de résiliation, le titulaire restitue sans délai à l'Ineris une copie de l'intégralité des données confiées par lui dans le cadre de la prestation.

Une fois la restitution effectuée, le titulaire détruit, dans un délai de trois (3) mois, les éventuelles copies de données détenues dans son système d'information, y compris les données ayant fait l'objet de sauvegardes ou d'un archivage.

Une fois détruites, le sous-traitant doit justifier par écrit de la destruction.

La restitution et la destruction des données sont constatées par un procès-verbal daté et signé par le titulaire. Les procédés de destruction sont conformes aux réglementations en vigueur.

Article 21. CONFIDENTIALITE

Par dérogation à l'article 5.1 du CCAG, les dispositions des articles 5.1.1 à 5.1.4 du CCAG sont non applicables au présent Marché et sont remplacées par les dispositions suivantes :

Pour les besoins du présent article, la Partie qui divulgue des informations sera désignée ci-après par le « COMMUNICANT » et celle qui reçoit par le « RECIPIENDAIRE ».

21.1 Il est convenu entre les Parties que les informations échangées à l'occasion de l'exécution du présent Marché sont confidentielles (ci-après dénommées « les Informations Confidentielles »).

Sont notamment considérés comme Informations Confidentielles, le présent Marché, les Applications et les données qu'elles contiennent, plus largement tout ce qui a trait au Système

d'Information, les procédures internes et leur documentation associée, les Résultats et les rapports d'étude conduites par l'Ineris ou par des prestataires tiers, les informations afférentes à l'organisation interne, aux méthodes de production, au savoir-faire, au management des ressources humaines, aux données métier de l'une des Parties ou des fournisseurs de l'une des Parties, mis à la disposition de l'autre Partie ou dont elle aurait eu connaissance dans le cadre de l'exécution du présent Marché.

Sans préjudice de ce qui précède, chaque Partie pourra divulguer le présent Marché à ses commissaires aux comptes, courtiers, assureurs et conseils dans le cadre de l'exercice de leurs fonctions et soumis au secret professionnel.

21.2. Toutefois, les dispositions du présent article 20 ne s'appliqueront pas aux informations lorsque le RECIPIENDAIRE pourra démontrer :

- (i) qu'elles lui appartenaient déjà en propre avant leur communication au titre du Marché.
- (ii) qu'elles faisaient partie du domaine public à la date de leur communication, ou qu'elles y sont tombées postérieurement sans participation ni faute de la part du RECIPIENDAIRE.
- (iii) qu'elles lui ont été communiquées par un tiers sans que cette communication soit faite en violation de dispositions légales ou stipulations contractuelles en faveur du COMMUNICANT.
- (iv) qu'elles ont été développées de façon indépendante par des membres du personnel du RECIPIENDAIRE sans que ces derniers aient eu accès aux Informations Confidentielles.
- (v) que le RECIPIENDAIRE a dû communiquer les informations par l'application d'une décision de justice ou d'un ordre émanant d'une autorité gouvernementale ou administrative. Dans ce cas, la communication des informations doit être limitée au strict nécessaire. Le RECIPIENDAIRE s'engage à informer le COMMUNICANT dans les plus brefs délais de toute communication faite à ce titre, et le cas échéant, à mettre tout en œuvre pour respecter les instructions raisonnables du COMMUNICANT concernant cette communication. Le RECIPIENDAIRE reste tenu par les obligations de confidentialité contenues dans le Marché concernant les informations susvisées.

En revanche, toute combinaison d'informations, propriété d'une Partie, divulguée à l'autre Partie sera soumise aux termes du présent article, et ce, même si certaines informations prises individuellement relèvent des exceptions énumérées aux points (i) à (v).

21.3. Les informations ou éléments remis par l'Ineris au Titulaire ou générés au cours des Prestations confiées au Titulaire, ou dont ce dernier aura pu prendre connaissance dans le cadre de l'exécution du présent Marché, ainsi que leur mise à jour constituent des Informations Confidentielles qu'ils soient ou non revêtus d'un avertissement de confidentialité.

Ces Informations Confidentielles ne peuvent faire l'objet d'aucune divulgation à des tiers et ne doivent être utilisées par le Titulaire que dans le cadre de l'exécution du Marché.

21.4. Chacune des Parties s'engage et se porte fort pour ses personnels, fournisseurs, ou sous-traitants à préserver le caractère confidentiel des Informations Confidentielles obtenues de l'autre Partie ou dont elle aura pu prendre connaissance dans le cadre de l'exécution du Marché et à ne pas les révéler ou laisser à la disposition de tiers et à prendre les mêmes précautions pour conserver le caractère secret des Informations Confidentielles que celles qu'elle observe habituellement pour ses propres Informations Confidentielles.

En particulier, chacune des Parties s'engage à :

- (i) n'utiliser les Informations Confidentielles, directement ou indirectement, et de quelque façon que ce soit, que dans le seul cadre de l'exécution du Marché ;
- (ii) ne révéler les Informations Confidentielles qu'aux seuls membres de son équipe qui ont besoin d'utiliser ces informations pour l'exécution du Marché. A ce titre, chacune des Parties s'engage à avertir son personnel du caractère confidentiel des informations et des données et à recueillir l'engagement personnel de leur part de ne pas divulguer lesdites informations ;
- (iii) ne pas divulguer des Informations Confidentielles à des tiers, sauf avec l'accord préalable et écrit de l'autre Partie, ou sur injonction d'un tribunal ou de toute autorité de contrôle ou si cette divulgation était nécessaire pour permettre la mise en œuvre ou prouver l'existence de droits en vertu du Marché sous réserve que cette Partie ait préalablement averti l'autre Partie et ait fait des efforts raisonnables pour obtenir une mesure conservatoire interdisant d'utiliser les Informations Confidentielles ainsi divulguées à d'autres fins que celles requises par la décision judiciaire ou administrative. Dans ce dernier cas, chacune des Parties devra mettre l'autre Partie à même d'intervenir pour la protection desdites Informations Confidentielles.

21.5. Chacune des Parties s'engage à respecter les obligations résultant du présent article pendant toute la durée du Marché ainsi que pendant les cinq (5) années suivant son expiration quelle qu'en soit la cause cette durée étant portée, compte tenu de la nature de l'activité de recherche d'INERIS, à vingt (20) ans pour les informations portant sur les technologies, produits, services et procédés développés par INERIS dans le cadre de son activité auquel le Titulaire pourrait avoir accès dans le cadre de l'exécution du Marché. Il est toutefois entendu entre les parties qu'à l'issue de la période de confidentialité définie ci-avant, les Informations relevant du secret des affaires resteront protégées au titre de la réglementation applicable (loi n°2018-670 du 30 juillet 2018 et son décret d'application n° 2018-1126 du 11 décembre 2018) tant que lesdites Informations ne seront pas tombées dans le domaine public sans faute ou participation du Titulaire.

Dès la cessation du Marché pour quelque cause que ce soit, chaque Partie devra soit restituer à l'autre Partie l'ensemble des documents contenant des Informations Confidentielles, soit assurer cette dernière de la destruction de toutes les Informations Confidentielles en sa possession.

Article 22. DONNÉES A CARACTÈRE PERSONNEL

En complément des dispositions de l'article 5.2 du CCAG-TIC les Parties conviennent des dispositions suivantes :

Le Titulaire est informé que la TMA des Applications concerne notamment des données personnelles.

Ces Données Personnelles sont notamment :

- les noms, prénoms et fonctions des Utilisateurs Ineris, salariés Ineris, préposés et/ou tiers intervenant pour l'Ineris dans le périmètre du Marché ;
- les adresses emails et coordonnées téléphoniques des personnes identifiées au point ci-dessous, ainsi que le cas échéant leurs logins.

A cet égard, il est expressément stipulé entre les Parties que l'Ineris demeure le responsable du traitement et conserve l'entière maîtrise de ses données, le Titulaire n'agissant qu'en qualité de

sous-traitant au sens des dispositions légales relatives à la protection des données à caractère personnel.

Dès lors, dans le cadre de l'exécution du Marché, le Titulaire agira exclusivement pour le compte de l'Ineris, sur la base des stipulations du Marché, notamment celles visées à l'Article 21 ci-dessus, et les seules instructions de l'Ineris et conformément à ces dernières.

Le Titulaire s'engage à modifier ou supprimer, conformément aux instructions de l'Ineris, les données à caractère personnel contenues dans les Applications suite notamment à l'exercice par une personne concernée de son droit d'accès et de rectification, de sorte que les données contenues dans les Applications soient exactes et à jour.

Dans la mesure où elles lui sont confiées, la gestion des réseaux, les sauvegardes, les données et la gestion des autorisations d'accès logique et physique notamment devront faire l'objet d'un soin attentif de la part du Titulaire et d'une très forte réactivité de sa part ainsi que de la mise en œuvre des éléments de traçabilité nécessaires conformément aux stipulations de l'article 8.5 ci-dessus.

Le Titulaire, en sa qualité de sous-traitant, doit présenter les garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à ce que le traitement réponde aux exigences des réglementations applicables et garantisse la protection des droits de la personne concernée.

Il s'engage à ne pas sous-traiter tout ou partie de l'exécution du traitement de Données Personnelles sans l'autorisation préalable et écrite de l'Ineris.

Afin de garantir un niveau de sécurité adapté au risque que représente le traitement, le Titulaire met en œuvre des mesures techniques et organisationnelles y compris entre autres la pseudonymisation et le chiffrement des Données Personnelles, les moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constante des systèmes et des services de traitement, les moyens permettant de rétablir la disponibilité des Données Personnelles et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident, une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement.

En cas de violation des Données Personnelles, le Titulaire doit notifier cette violation à l'Ineris dans les vingt-quatre (24) heures après en avoir pris connaissance et lui fournir toutes les informations suffisantes lui permettant de satisfaire à ses obligations de notification de violation des Données Personnelles conformément à la réglementation applicable.

Si le Titulaire est tenu de procéder à un transfert de données vers un pays tiers ou vers une organisation internationale, en vertu du droit de l'Union ou du droit de l'État membre auquel il est soumis, il devra informer l'Ineris de cette obligation juridique avant le traitement, sauf si le droit concerné interdit une telle information pour des motifs importants d'intérêt public.

Le Titulaire s'engage à aider l'Ineris à s'acquitter de ses obligations en matière de Données Personnelles.

Le Titulaire restituera les Données Personnelles sans délai, à la demande de l'Ineris et au plus tard à l'expiration ou à la résiliation du Marché pour quelque cause que ce soit et détruira toutes copies existantes.

Tout manquement du Titulaire aux règles de protection des données à caractère personnel est susceptible d'engager sa responsabilité conformément aux dispositions de l'Article 25 ci-dessous.

Article 23. PROPRIETE INTELLECTUELLE

Il est fait application de l'article 43 à 46 du CCAG-TIC.

En particulier, conformément à l'article 46 du CCAG-TIC, le Titulaire cède à l'Ineris, sans les conserver, automatiquement et au fur et à mesure de leur réalisation, pour leur durée légale et en tout pays, à toutes fins et pour toutes utilisations directes ou indirectes, les droits de propriété intellectuelle des résultats issus de l'exécution des prestations objet du accord-cadre, tels que notamment les documents, les dossiers, manuels et documentations, les programmes, les scripts de commandes, les codes source, objet et exécutable des programmes, spécifiquement écrits, réalisés, modifiés ou adaptés pour l'Ineris.

Le présent accord-cadre n'opère aucun transfert de propriété des matériels, programmes, logiciels, documentations, données et fichiers exploités.

L'Ineris est propriétaire des matériels, programmes, logiciels, documentations, données et fichier, dont le Titulaire assure la gestion et l'intervention.

Les deux parties s'engagent à informer leur personnel qu'il est tenu de respecter les droits de propriété intellectuelle attachés aux divers documents qui lui sont remis à l'occasion de la réalisation du présent accord-cadre.

Chacune des parties garantit l'autre contre toute action qui serait intentée à son égard par un tiers sur le fondement d'une revendication de droit de propriété sur les matériels, programmes, logiciels, documentations, données et fichiers exploités qu'elle lui met à disposition pour l'exécution des prestations.

Par dérogation à l'article 46.3.1 du CCAG-TIC, tout logiciel ou document produit et tout résultat obtenu par le Titulaire à l'occasion de l'exécution du présent accord-cadre devient la propriété exclusive de l'Ineris qui peut en disposer librement à compter de leur réception et de leur paiement.

Le Titulaire garantit l'Ineris que la cession des dits droits ne viole aucun droit de tiers, et s'engage à assurer la défense de l'Ineris et à en supporter intégralement les frais, en cas d'action de revendication des dits droits mettant en cause l'Ineris.

Le Titulaire s'engage à ne pas utiliser les résultats issus du présent accord-cadre pour ses besoins propres ou à des fins commerciales sans l'accord préalable et express de l'Ineris.

Article 24. FORCE MAJEURE

Les dispositions de l'article 26 du CCAG-TIC sont supprimées et remplacées par les dispositions suivantes :

24.1 Aucune des Parties ne pourra être tenue pour responsable du retard, de l'inexécution ou de tout autre manquement à ses obligations prévues au Marché, dès lors que cette défaillance résulte d'un cas de Force Majeure au sens de l'article 1148 du Code Civil, tels que ceux reconnus habituellement par la jurisprudence de la Cour de Cassation.

Toutefois, les Parties entendent préciser que ne sont pas considérés comme des cas de Force Majeure les grèves ou mouvements sociaux du personnel du Titulaire ou du personnel de ses sous-traitants.

24.2 La Partie invoquant un cas de Force Majeure rendant temporairement impossible l'exécution de tout ou partie de ses obligations au titre du Marché devra en informer l'autre Partie dans les meilleurs délais, dès sa survenance, par tout moyen disponible et décrira les circonstances qui sont à l'origine du cas de Force Majeure. Lorsque la suspension est demandée par le Titulaire, l'Ineris se prononce sur le bien-fondé de cette demande dans les meilleurs délais.

24.3 En cas de Force Majeure, les obligations des Parties dont l'exécution est rendue impossible par le cas de Force Majeure seront suspendues pendant toute la durée du cas de Force Majeure et reprendront à compter de la cessation de ce dernier.

24.4. Dans les meilleurs délais compte tenu des circonstances et en tout état de cause dans un délai maximum qui ne saurait excéder cinq jours à compter de la décision de suspension des Prestations, les Parties conviennent des modalités de constatation des Prestations exécutées et, le cas échéant, du maintien d'une partie des obligations contractuelles restant à la charge du Titulaire pendant la suspension. Dans les meilleurs délais, les Parties conviennent également des modalités de reprise de l'exécution et, le cas échéant, des modifications à apporter au Marché et des modalités de répartition des surcoûts directement induits par ces événements.

A défaut d'accord entre les Parties, le titulaire est tenu, à l'issue de la suspension, de reprendre l'exécution des Prestations dans les conditions prévues par le Marché et le désaccord est réglé dans les conditions mentionnées à l'Article 32 ci-dessous.

24.5 En toute circonstance, le Titulaire fera tous ses efforts pour réduire toute interruption due à un cas de Force Majeure. En cas de suspension du totale ou partielle du Marché pour survenance d'un cas de force majeure, l'Ineris se réserve la possibilité de reprendre lui-même ou de faire appel à un autre prestataire tiers de son choix à ses frais et risques pour la durée du cas de Force Majeure aux fins de reprendre les Prestations suspendues. Dans ce cas, aucune indemnité ne sera due par l'Ineris au Titulaire.

A cet effet, le Titulaire s'engage à faciliter le transfert provisoire des Prestations en cause et notamment, sous réserve de l'obtention des autorisations nécessaires des titulaires des droits d'auteurs correspondants, à remettre tous fichiers, procédures, et logiciels spécifiques, utilisés dans le cadre du Marché pour faciliter l'Ineris ou ledit prestataire tiers dans l'exécution d'une prestation comparable à la présente, directement ou indirectement, pendant la seule durée du cas de Force Majeure, et jusqu'au redémarrage par le Titulaire de l'exécution des Prestations.

24.6 Lorsque le cas de force majeure cesse, le Contrat reprend son exécution normale.

24.7 Dans l'hypothèse d'une interruption de la Prestation due à un cas de Force Majeure pendant une durée supérieure à dix (10) Jours ouvrés, ce dernier pourra être résilié totalement ou partiellement pour les seules Prestations affectées par le cas de Force Majeure conformément aux dispositions de l'Article 28 ci-dessous.

Article 25. RESPONSABILITE

En dérogation des dispositions de l'article 8 du CCAG-TIC, il est convenu entre les Parties des dispositions suivantes :

25.1 Le Titulaire s'engage à assumer toutes les conséquences des dommages de toute nature dont lui-même, son personnel, son sous-traitant ou personnel du sous-traitant dont l'Ineris, son

personnel ou des tiers pourraient être victimes, ou que leurs biens pourraient subir à l'occasion de l'exécution des Prestations du fait d'une non-exécution, d'une omission, insuffisance, erreur du Titulaire, de son personnel ou de l'un de ses sous-traitants ou personnel de l'un de ses sous-traitants dans l'exécution des Prestations.

25.2 Toutefois, notwithstanding les dispositions de l'Article 28 ci-dessus, les Parties entendent limiter leur responsabilité quant à l'indemnisation des dommages pouvant résulter d'une inexécution de Prestation ou d'une faute dans l'exécution du Marché, à hauteur de deux (2) fois le montant forfaitaire annuel hors taxe du Marché au titre de l'année au cours de laquelle le fait générateur du dommage s'est produit pour tout dommage direct matériel et immatériel.

25.3 Le plafond de responsabilité visé à l'article 25.2 ci-dessus n'est pas applicable :

- (a) aux dommages résultant d'une faute lourde, intentionnelle ou dolosive de la Partie responsable ;
- (b) aux actions relatives à la propriété intellectuelle ou à la contrefaçon dans les conditions des dispositions de l'Article 23 ci-avant et des articles 43 à 46 du CCAG-TIC et notamment de l'article 46.4.2 du CCAG-TIC ;
- (c) aux dommages résultant d'un manquement aux obligations de confidentialité visées à l'Article 21 ci-avant.

Article 26. ASSURANCES

Le Titulaire contracte auprès d'une compagnie d'assurance notoire et maintient pendant toute la durée du présent marché, les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard de l'Ineris et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations, et, par dérogation à l'article 9 du CCAG-TIC, aux champs suivants :

Pour les pertes et dommages causés aux biens par des personnes dont l'assuré est civilement responsable, en vertu de l'article 1242 du Code Civil, quelles que soient la nature et la gravité des fautes de ces personnes ;

Pour couvrir tous risques informatiques ; en responsabilité civile, d'exploitation et professionnelle ;

Pour couvrir toute faute professionnelle du Titulaire ;

Pour couvrir les coûts de reconstitution des données perdues ou endommagées ;

Pour couvrir les coûts de mise en œuvre de mesures palliatives rendues nécessaires suite à l'incapacité du Titulaire pour assurer les prestations qu'il est tenu d'exécuter dans le cadre du présent marché,

Pour couvrir les actes de malveillance ;

Pour couvrir les pertes et dommages causés aux tiers du fait d'accidents ou d'incendies par ses matériels d'industrie, de commerce ou d'exploitation ;

Pour les vols et détérioration du matériel de l'Ineris dont il effectuera le remplacement sur la base de la valeur à neuf desdits matériels.

Le Titulaire est ainsi responsable dans les conditions du droit commun, des dommages directs de toute nature dont lui-même, ses préposés, l'Ineris, le personnel de l'Ineris, ou des tiers pourraient être victimes, ou que leurs biens pourraient subir, à l'occasion de l'exécution des prestations prévues au sein du présent marché.

Le Titulaire renonce à tout recours contre l’Ineris pour les dommages de toute nature que le matériel, dont il est propriétaire ou locataire, pourrait subir et s’engage à obtenir une renonciation à recours identique de ses sous-traitants et des assureurs de ce matériel, sauf faute lourde ou intentionnelle de l’Ineris.

Le Titulaire doit justifier, dans un délai de quinze (15) jours à compter de la notification du marché et avant tout début d’exécution de celui-ci, qu’il est Titulaire de ces contrats d’assurances, au moyen d’une attestation établissant l’étendue de la responsabilité garantie.

À tout moment durant l’exécution du marché, le Titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande de l’Ineris et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

Article 27. LIEU D’EXECUTION

Le marché s’exécute principalement :

☒ Dans les locaux du Titulaire étant entendu que le Titulaire se rend, en tant que de besoin, dans les locaux de l’Ineris à Verneuil en Halatte.

Article 28. RESILIATION

En complément et/ou dérogation des dispositions des articles 47 à 54 du CCAG-TIC les Parties conviennent des dispositions suivantes :

Pour tous les cas de résiliation prévu au Marché, pendant la période de préavis et conformément aux dispositions du Marché, le Titulaire continuera à fournir l'intégralité des Prestations et l’Ineris continuera à régler l'intégralité des factures émises à ce titre. De plus, le Titulaire s'engage à assister l’Ineris ou tout nouveau prestataire chargé par l’Ineris, afin qu'il puisse prendre en charge les Prestations auxquelles était tenu le Titulaire en vertu du présent Marché, conformément aux dispositions de l'Article 19 ci-dessus. Il est entendu entre les Parties que la résiliation ne deviendra effective qu'au terme de la Phase de Réversibilité décrite à l'Article 20.

28.1. Résiliation pour Manquement

En complément et ou dérogation des dispositions de l’article 50.1 du CCAG-TIC l’Ineris peut résilier le marché pour faute du Titulaire dans l’hypothèse où un indicateur de niveau serait défaillant sur une durée de trois (3) mois consécutifs, l’Ineris pourra librement décider de prononcer la résiliation partielle ou totale du présent Marché de plein droit, sans recours aux tribunaux, par simple envoi d’une lettre recommandée avec accusé de réception signifiant au Titulaire ladite résiliation. La résiliation prenant effet à la réception par le Titulaire de ladite lettre ou à défaut à sa première présentation par les services postaux ou à l’issu du préavis indiqué dans ladite lettre, sous réserve des dispositions de l’Article 20 s’appliquant à la demande de l’Ineris. Le Titulaire ne pourra prétendre dans ce cas à aucune indemnité pour ladite résiliation. L’Ineris ne sera tenu vis-à-vis du Titulaire que du montant des Prestations effectivement réalisées à cette date, pénalités éventuellement applicables déduites.

L’Ineris pourra dans les cas listés ci-dessous, compte tenu de leur particulière gravité ou des risques qu’ils engendrent pour l’Ineris, librement suspendre et/ou résilier, sans préavis, le Marché en totalité ou en partie :

- inobservation grave des règles de sécurité et protection de la main d’œuvre ;
- sous-traitance ou cession d’une partie ou de la totalité de la Prestation sans autorisation et agrément préalables de l’Ineris ;
- inobservation des obligations de confidentialité visées aux Article 8.5 et Article 21 ci-dessus ;
- inobservation des obligations de sécurité renforcée visées à l’article 8.5 ci-dessus ;
- défaut d’assurances conforme aux exigences de l’article Article 26

Dans ces cas la suspension et/ou la résiliation pourra être prononcée par l’Ineris sans préavis, de plein droit et sans recours aux tribunaux en adressant une notification au Titulaire par lettre recommandée avec accusé de réception l’informant de sa décision et du motif de résiliation. La suspension et/ou résiliation sera alors effective dans ce cas au jour de la réception par le Titulaire de ladite lettre ou à défaut de sa première présentation par les services postaux au Titulaire, sauf autre date mentionnée dans ladite lettre et sous réserve des dispositions de l’Article 20 s’appliquant à la demande de l’Ineris.

28.2. Résiliation en cas de non-validation de la Phase de Transition

L’article 49.3 des CCAG-TIC est supprimé et remplacé par les dispositions suivantes :

Dans l’hypothèse où l’Ineris n’est pas en mesure de prononcer la Recette des Livrables de la Phase de Transition visée à l’article 5.1 ci-dessus, en raison d’une Anomalie bloquante, telle que cette notion est définie audit article, au terme de cette Phase tel qu’arrêté dans le Calendrier contractuel, l’Ineris pourra de façon discrétionnaire décider de résilier immédiatement totalement, ou partiellement, le présent Marché.

Dans cette hypothèse la résiliation interviendra de plein droit, sans recours aux tribunaux, par simple envoi par l’Ineris au Titulaire d’une lettre recommandée avec accusé de réception rappelant les motifs de la résiliation, la résiliation prenant effet à la réception par le Titulaire de ladite lettre, ou à défaut, à la date de sa première présentation par les services postaux au Titulaire sous réserve des dispositions de l’Article 20 s’appliquant à la demande de l’Ineris.

Le Titulaire ne pourra prétendre dans ce cas à aucune indemnité. L’Ineris sera alors également en droit de réclamer au Titulaire le versement de dommages et intérêts dans les conditions de l’Article 25 en réparation du préjudice qu’il subit.

28.3. Résiliation en cas de non atteinte des Niveaux de Services

En cas de non atteinte par le Titulaire des Niveaux de Services dans les trois mois suivants le terme de la Phase de prise en charge, les Parties s’engagent dans un premier temps à se rapprocher dans les plus brefs délais afin de s’accorder sur les mesures à mettre en place pour faire aboutir la Recette de cette Phase. A défaut d’aboutissement de ces mesures ou d’accord des Parties dans un délai de quinze (15) jours ouvrés suivant la réunion entre les Parties sur le plan d’action à mettre en place, l’Ineris a la faculté discrétionnaire de résilier immédiatement totalement ou partiellement le Marché de plein droit, sans recours aux tribunaux et sans indemnité à sa charge, par simple envoi d’une lettre recommandée avec accusé de réception signifiant au Titulaire ladite résiliation et en rappelant les motifs.

Dans cette hypothèse, la résiliation prend effet à la réception par le Titulaire de la lettre notifiant la résiliation ou à défaut à sa première présentation par les services postaux sous réserve des dispositions de l’Article 20 s’appliquant à la demande de l’Ineris. Le Titulaire ne pourra prétendre dans ce cas à aucune indemnité au titre de ladite résiliation. L’Ineris ne sera tenu vis-à-vis du

Titulaire que du montant des Prestations réalisées à cette date, pénalités éventuellement applicables déduites. L'Ineris sera alors également en droit de réclamer au Titulaire le versement de dommages et intérêts dans les conditions de l'Article 25 en réparation du préjudice qu'il subit.

28.4. Résiliation anticipée suite à un cas de force majeure

En cas de suspension du Marché due à un cas de Force Majeure tel que défini à l'article 24 ci-dessus pendant une durée supérieure à dix (10) Jours ouvrés ce dernier pourra être résilié de plein droit, sans recours aux tribunaux par l'Ineris. Dans cette hypothèse, la résiliation prend effet, le lendemain de l'envoi d'une notification adressée par lettre recommandée avec avis de réception.

La résiliation s'opère sans qu'il y ait lieu dans ce cas à quelque indemnisation de part et d'autre.

28.5. Résiliation pour motif d'intérêt général

Lorsque l'Ineris résilie le marché pour motif d'intérêt général, le Titulaire a droit à une indemnité de résiliation qui est à hauteur de 1%, calculée conformément à l'article 51 du CCAG-TIC. Cette décision de résiliation, notifiée au Titulaire par lettre recommandée avec accusé de réception et/ou par courriel électronique, prend effet à la date fixée dans la décision ou, à défaut, à sa date de notification. Le paiement du Titulaire se fait au prorata des prestations réellement exécutées et commandées.

Article 29. CESSION

Le présent Marché ne pourra faire l'objet d'une cession totale ou partielle, à titre onéreux ou gracieux, par l'une des Parties sans l'accord écrit et préalable de l'autre Partie.

Si une cession est conclue sans autorisation, le Titulaire demeure personnellement responsable tant envers l'Ineris qu'envers les tiers. En outre, l'Ineris se réserve la faculté d'appliquer les dispositions de l'Article 28 ci-dessus.

Article 30. DISPOSITIONS GENERALES

30.1. Indépendance des Parties

Aucune des Parties ne peut prendre un engagement au nom et/ou pour le compte de l'autre. En outre, chacune des Parties demeure seule responsable de ses actes, allégations, engagements, Prestations, personnels et sous-traitants.

30.2. Références commerciales

Le Titulaire ne pourra utiliser le nom de l'Ineris ou tout autre signe distinctif à titre de référence commerciale sans avoir obtenu l'accord express et préalable écrit de l'Ineris.

En aucun cas, cette référence ne devra remettre en cause l'engagement de confidentialité défini à l'Article 21.

30.3. Autonomie des stipulations contractuelles

Si une ou plusieurs stipulations du Marché sont tenues pour non valides ou déclarées telles en application d'une loi, d'un règlement ou à la suite d'une décision définitive d'une juridiction compétente, les autres stipulations garderont toute leur force et leur portée. Les Parties se

rencontreront au plus tôt pour remplacer la clause invalidée par une clause valide, la plus proche possible de l'esprit initial et de l'équilibre du Marché.

30.4. Langue

Le présent Marché est rédigé en langue française.

En cas de documents rédigés dans une autre langue et en cas de conflit entre les Parties, seul le Marché et les documents contractuels rédigés en langue française seront considérés comme valables sur le plan juridique.

30.5. Renonciation

Le fait pour l'une ou l'autre des Parties de ne pas exercer un quelconque droit stipulé dans les présentes ne sera pas réputé être une renonciation pour l'avenir à l'exercice de ce droit.

Article 31. POSSIBILITES DE RECOURIR A UN AUTRE OPERATEUR ECONOMIQUE QUE LE TITULAIRE DU MARCHÉ

En cas de manquement grave du Titulaire dans l'exécution du marché, l'Ineris se réserve la possibilité de réaliser un marché de substitution avec un autre opérateur économique aux frais et risques du Titulaire.

En cas de constat d'un tel manquement, l'Ineris mettra en demeure le Titulaire de se conformer à ses obligations contractuelles et, le cas échéant, de sa volonté de résilier le marché et/ou de s'engager avec un autre opérateur économique sur le périmètre duquel les prestations ne sont ou ne peuvent plus être assurées. Le Titulaire aura dix (10) jours pour présenter ses observations.

A l'expiration de ces dix (10) jours calendaires, et dans le cas où la mise en demeure est restée sans effet, un marché de substitution pourra être conclu avec un nouvel opérateur économique. Ce marché sera notifié au Titulaire fautif.

Les conséquences onéreuses de la résiliation du marché et/ou de la réalisation du marché de substitution seront supportées par le Titulaire fautif.

Article 32. REGLEMENT DES DIFFERENDS

La loi applicable au présent marché est la loi française.

Tout différend entre les parties, né de l'application du présent marché, ne peut être invoqué comme motif justifiant l'inexécution d'une obligation.

En cas de survenue d'une difficulté d'exécution, les parties se donnent les moyens de résoudre leur différend à l'amiable.

Si le différend persiste, le litige sera porté au contentieux devant les juridictions administratives. A cette fin, et conformément à l'article R312-11 du Code de Justice Administrative, le tribunal compétent est le Tribunal Administratif du lieu d'exécution du présent marché à savoir le :

Tribunal administratif d'Amiens.

14, rue Lemerchier

CS 81114

80 011 Amiens Cedex 01

Tél : 03.22.33.61.70

Courriel : greffe.ta-amiens@juradm.fr

Article 33. LUTTE CONTRE LA CORRUPTION

Le Titulaire s'engage à lutter contre la corruption sous toutes ses formes, publique ou privée, active ou passive tant vis-à-vis de ses fournisseurs ou sous-traitants que vis-à-vis de ses donneurs d'ordre.

A ce titre, le Titulaire s'engage à respecter, d'une part, la législation française de lutte contre la corruption ainsi que les législations analogues applicables au Titulaire si tout ou partie du Marché est réalisé à l'étranger.

Pour tout ce qui a trait au Marché, le Titulaire déclare et garantit, qu'à la date de son entrée en vigueur, il n'a pas et il ne donnera ou proposera de donner, directement ou indirectement, une somme d'argent ou tout autre avantage pécuniaire ou non à qui que ce soit dans le but d'obtenir le Marché ou d'en faciliter son exécution.

Le Titulaire s'engage, à première demande de l'Ineris, à ouvrir ses livres comptables ou tout autre pièce comptable ou documentation liés aux paiements faits ou reçus et des dépenses réalisées par le Titulaire dans le cadre de la passation ou l'exécution du présent Marché pendant sa durée et au moins trois (3) ans à compter de la date d'expiration ou de résiliation du Marché à un cabinet d'expertise comptable indépendant. Ce cabinet transmettra à l'Ineris les seules informations relatives à une éventuelle infraction du Titulaire aux obligations de la présente clause.

Dans le cas où cet audit révélerait que le Titulaire a manqué aux obligations susvisées, le Titulaire s'engage à rembourser à l'Ineris les frais dudit audit.

En cas de manquement par le Titulaire à une de ses obligations susvisées, l'Ineris se réserve le droit de mettre fin immédiatement au présent Marché sans préavis ni indemnité de toute sorte, sans préjudice de tout dommages et intérêts.

Article 34. DEROGATIONS AU CCAG-TIC

Article 3 – Documents contractuels

Dérogation à l'article 4.1 du CCAG-TIC

→ Modification de l'ordre de priorité des pièces contractuelles.

Article 3.3 – Pièces à remettre au Titulaire

Dérogation aux articles 4.2.1 et 4.2.2 du CCAG-TIC

→ Notification de l'accord-cadre par remise dématérialisée de l'acte d'engagement signé.

Article 5.1 – Phase d'initialisation

Dérogation aux articles 33.2 et 38.3 du CCAG-TIC

→ Règles spécifiques de phase de transition, de recette et de non-validation.

Article 5.3 – Réversibilité

Dérogation à l'article 38.4 du CCAG-TIC

→ Modalités particulières de déclenchement et d'exécution de la réversibilité.

Article 9 – Pénalités

Dérogation à l'article 14 du CCAG-TIC

Article 13.2 – Révision des prix

Dérogation à l'article 10.1.1 du CCAG-TIC

Article 18 – Opérations de vérification

Dérogations aux articles 29, 33.2.1 et 34.1 du CCAG-TIC

Article 19 – Admission, ajournement, réfaction et rejet
Dérogation aux articles 33 et 34 du CCAG-TIC

Article 19.1 – Garantie
Dérogation à l'article 36 du CCAG-TIC

Article 20 – Réversibilité
Dérogation et complément à l'article 42 du CCAG-TIC

Article 21 – Confidentialité
Dérogation à l'article 5.1 du CCAG-TIC

Article 22 – Données à caractère personnel
Complète et adapte l'article 5.2 du CCAG-TIC

Article 24 – Force majeure
Dérogation à l'article 26 du CCAG-TIC

Article 25 – Responsabilité
Dérogation à l'article 8 du CCAG-TIC
→ Plafonnement et exclusions spécifiques (confidentialité, PI, faute lourde...).

Article 26 – Assurances
Dérogation à l'article 9 du CCAG-TIC

Article 28 – Résiliation
Dérogation aux articles 47 à 54 du CCAG-TIC

